



GLOSSAIRE DE LA QUESTION DU SAHARA MAROCAIN

GLOSSARY OF THE MOROCCAN SAHARA ISSUE

GLOSARIO DE LA CUESTIÓN DEL SÁHARA MARROQUÍ

MARS 2021

Conçu comme un document de référence accessible à tous publics et basé sur un argumentaire scientifique, ce glossaire présente des définitions objectives et actualisées des principaux concepts politiques, juridiques et historiques qu'implique la question du Sahara marocain.

Son objectif est de clarifier les notions fondamentales afférentes à cette question et de contribuer, ainsi, à l'amélioration de la communication du Maroc sur ses Provinces du Sud, en mettant en avant les réalités historiques et sociales à même de palier les ambiguïtés et les interprétations erronées véhiculées par les adversaires de l'intégrité territoriale du Royaume.



Designed as a reference document accessible to all audiences and based on scientific arguments, this glossary introduces objective and up-to-date definitions of the main political, legal and historical concepts related to the Moroccan Sahara issue.

Its objective is to clarify the fundamental notions pertaining to this issue and contribute to the improvement of Morocco's communication on Its Southern Provinces, by highlighting the historical and social realities that can help dispel the ambiguities and erroneous interpretations propagated by the opponents of the Kingdom's territorial integrity.



Diseñado como un documento de referencia accesible a todos los públicos y basado en una argumentación científica, este glosario presenta definiciones objetivas y actualizadas de los principales conceptos políticos, jurídicos e históricos que implica la cuestión del Sáhara marroquí.

Su objetivo es el de aclarar las nociones fundamentales relativas a esta cuestión y contribuir de este modo a mejorar la comunicación de Marruecos sobre sus Provincias del Sur, poniendo de relieve las realidades históricas y sociales con el fin de paliar las ambigüedades e interpretaciones erróneas difundidas por los adversarios de la integridad territorial del Reino.

GLOSSAIRE DE LA QUESTION DU SAHARA MAROCAIN

Royaume du Maroc
Préfectures, provinces
et Régions

CIRCONSCRIPTION NATIONALE



Accords de Houston/Accords de paix

Conclus à Houston le 16 septembre 1997 à l'Institut Baker de politique publique (Université RICE), à l'issue de la quatrième série de pourparlers directs¹ entre le Maroc et le *polisario*. Au cours de ces négociations "le Maroc et le *polisario* sont parvenus à un accord sur le code de conduite pour la campagne référendaire et sur une déclaration des parties concernant les pouvoirs de l'Organisation des Nations Unies pendant la période de transition. En outre, ils ont convenu d'un ensemble de mesures pratiques pour la reprise du processus d'identification"².

Ces mesures ont été mises en œuvre jusqu'à "la suspension totale, en 2003, de toutes les activités liées au référendum"³.

Accords de Madrid

On nomme ainsi "La déclaration de principes au sujet du Sahara [dit] *occidental* [avant sa récupération par le Maroc] du 14 novembre 1975 entre le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne, dont la langue originelle est l'espagnol. Entrée en vigueur le 19 novembre et enregistrée par le Maroc auprès du Secrétariat général des Nations unies le 9 décembre 1975, cette déclaration figure dans le Recueil des Traités des Nations Unies de la même année.

Aux termes de ladite Déclaration :

1. "L'Espagne réaffirme sa résolution- manifestée à maintes reprises devant l'Organisation des Nations Unies- de décoloniser le territoire du Sahara "*occidental*" en mettant un terme aux responsabilités et aux pouvoirs qu'elle a sur ce territoire en qualité de Puissance administrante.
2. "En conséquence de ce qui précède et conformément aux négociations avec les parties intéressées, tenues sur les instances de l'Organisation des Nations Unies, l'Espagne procédera immédiatement à l'instauration d'une administration temporaire dans le territoire, à laquelle participeront le Maroc et la Mauritanie en collaboration avec la Djemââ, et à laquelle seront transmis les responsabilités et les pouvoirs visés au paragraphe précédent. En conséquence, il est convenu de nommer, sur la proposition du Maroc et de la Mauritanie, deux gouverneurs adjoints qui assisteront le Gouverneur général du territoire dans ses fonctions. La présence espagnole prendra définitivement fin avant le 28 février 1976"⁴.

L'accord de Madrid, qui a rétrocédé l'exercice de la souveraineté au Maroc, est conforme au droit international. Il a été approuvé par la population locale (Jemaâ) conformément Unies de l'époque concernant la consultation des populations dans le cadre de l'application du droit à l'autodétermination aux territoires coloniaux.

Autodétermination

Telle que consacrée par l'article premier de la Charte des Nations Unies, l'autodétermination ou le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est le droit accordé aux "peuples de déterminer leur statut politique, en toute liberté et sans ingérence extérieure, et de poursuivre leur développement économique, social et culturel"⁵.

L'autodétermination est, concrètement, l'expression "d'un choix libre et volontaire des populations du territoire en question, exprimé selon des méthodes démocratiques et largement diffusées"⁶.

Cela peut revêtir la forme d'une consultation populaire par vote, ou d'une consultation des représentants de la population tels que les chefs des tribus.... A l'issue de ce processus et selon les termes de la résolution 1541 de l'Assemblée générale des Nations Unies,

"on peut dire qu'un territoire non autonome a atteint la pleine autonomie :

1. quand il est devenu un Etat indépendant et souverain ;
2. quand il s'est librement associé à un Etat indépendant ; ou
3. quand il s'est intégré à un Etat indépendant"⁷.

Ces règles ont été affirmées par la résolution 1514 (XV) adoptée le 14 décembre 1960 par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies et intitulée *Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux* ainsi que la résolution 1541 (XV) adoptée le 15 décembre 1960, considérée comme complémentaire de la résolution 1514.

Pour le Maroc, cette dernière résolution est importante dans la mesure où, tout en affirmant le droit de tous les peuples à la libre détermination, elle a établi la sauvegarde de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale des nations. En effet le paragraphe 6 de la résolution 1514 précise : "Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies"⁸.

Deux éléments, au moins, confirment que le peuple Sahraoui s'est exprimé en faveur de son appartenance au Maroc : d'un côté, l'allégeance des chefs de tribus sahraouies au Roi du Maroc, le 14 août 1979 et, d'autre part, l'adhésion au processus de démocratisation du Maroc.

En effet, les résultats des quatre scrutins électoraux qui se sont déroulés au Maroc entre 2002 et 2016 ont enregistré un taux moyen de participation, dans les provinces du Sud (voir définition/hyperlien) de 54%, se situant largement au-dessus de la moyenne nationale qui s'est établie, pour ces quatre élections, à 44%.

Autonomie

Les régions autonomes sont dotées, en vertu de dispositions constitutionnelles, de "l'autonomie dans les questions économiques et sociales et en matière d'enseignement, au moyen d'institutions librement élues"⁹.

L'autonomie implique, par conséquent, la dévolution et non la décentralisation de certains pouvoirs ainsi que la création d'institutions propres à la région. L'Etat central conserve une suprématie légale et des pouvoirs subsidiaires et la région autonome ne peut disposer de la personnalité juridique internationale.

L'autonomie demeure la seule option possible au Sahara, non seulement parce que le Maroc exerce sa souveraineté sur le territoire, mais aussi parce que cette autonomie garantit la stabilité de la région, conformément au nouveau paradigme qui voit le droit à l'autodétermination cesser d'être un droit à l'indépendance, pour devenir un droit à la démocratie, notamment sous la forme de l'autonomie territoriale.

L'autonomie territoriale est la jouissance, par une communauté humaine, de pouvoirs autonomes, législatifs, exécutifs et, éventuellement, judiciaires, garantis par l'Etat central dans l'exercice de la démocratie territoriale.

Baker I : Elaboré en 2000, jamais présenté au Conseil de sécurité

Le plan Baker I, élaboré à la suite des Accords de Houston, proposait une autonomie pour le Sahara. Les affaires étrangères et la défense devaient rester de la compétence de l'administration centrale. Ce plan a été accepté par le Maroc mais rejeté par le *polisario* et l'Algérie.

Baker II : 23 mai 2003

Elaboré à la suite du plan Baker I, ce plan proposait la tenue d'un référendum incluant l'option d'indépendance après 5 ans d'autonomie. Il a été rejeté par le Maroc.

Berm

Ce terme qualifie le Mur de défense, d'une longueur de quelques 2 720 kilomètres, construit sous forme de remblais par les Forces Armées Royales entre 1980 et 1987. Cette infrastructure a permis au Maroc de maîtriser la situation militaire sur le terrain et de sécuriser l'intégralité du territoire à l'ouest du mur.

Ce mur ne constitue en aucun cas une frontière du Maroc.

Bons offices

Bien qu'ils ne soient pas mentionnés explicitement dans l'article 33 de la Charte des Nations unies, les bons offices constituent un des procédés de résolution pacifique des conflits. Cet article dispose que :

"1. Les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou *par d'autres moyens pacifiques de leur choix*.

"2. Le Conseil de sécurité, s'il le juge nécessaire, invite les parties à régler leur différend par de tels moyens"¹⁰.

Les bons offices relèvent des "autres moyens pacifiques" prévus par cet article 33 de la Charte et consistent en ce qu'un tiers (gouvernement, personnalité indépendante...) offre son entremise et mène des efforts pour rapprocher les points de vue des parties à un litige ou un conflit avant d'entamer des négociations directes.

Camps de Tindouf

Il s'agit de 5 camps installés à partir de 1975-1976 dans une région désertique, aride au sud-ouest de l'Algérie, aux abords de la ville de Tindouf. La plupart des habitants de ces camps vivent dans des conditions très difficiles et demeurent fortement dépendants de l'aide humanitaire internationale.

Bien qu'en vertu des conventions internationales, la protection de ces populations devrait être assurée par les autorités algériennes, c'est le *polisario* qui, dans les faits, administre ces camps et y gère la justice, disposant pour cela de tribunaux et de prisons.

Dans un rapport daté de 2018, portant sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques en Algérie, le Comité des droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies exprime "ses préoccupations quant à la dévolution de facto [*par l'Algérie*] de ses pouvoirs, notamment juridictionnels, au *Front Polisario* et de ce qu'une telle position est contraire aux obligations de l'État partie selon lesquelles il doit respecter et garantir à tous les individus se trouvant sur son territoire les droits reconnus dans le Pacte.

Il s'inquiète des allégations selon lesquelles les victimes de violations des dispositions du Pacte dans les camps de Tindouf ne disposent pas de ce fait d'un recours utile devant les tribunaux de l'État partie (art. 2)¹¹.

En 2008, Human Rights Watch a déclaré dans un rapport : "Un aspect inquiétant de la situation des droits de l'Homme dans les camps de Tindouf est l'isolement de la population et le manque de surveillance régulière sur le terrain des droits de l'Homme".

Le rapport poursuit "L'Algérie a effectivement abdiqué sa responsabilité pour les violations des droits de l'Homme commises par le *polisario* sur le territoire algérien. C'est inadmissible : la communauté internationale doit tenir le gouvernement algérien, avec le *polisario*, pour responsables de toutes les violations du *polisario* commises en Algérie"¹².

Le nombre exact des habitants de ces camps est inconnu, étant donné que les Nations Unies n'ont jamais été en mesure d'y effectuer un recensement. En ont résulté des estimations contradictoires. Ainsi, bien qu'ayant évalué, sur la base de données fournies par le *polisario*, la population de ces camps à 173 600 personnes au 31 décembre 2017¹³, dont 75% de personnes vulnérables¹⁴, le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés estime la population en besoin d'aide à seulement 90 000 personnes¹⁵.

En outre, les rapports successifs du Secrétaire général des Nations Unies soulignent les difficultés rencontrées par les agences humanitaires pour répondre aux besoins des habitants de ces camps, du fait de difficultés financières¹⁶, accentuées par la crise du Covid-19¹⁷. Ces difficultés sont aggravées par le détournement de l'aide humanitaire internationale par le *polisario*, constaté par les organisations internationales¹⁸.

Compensation

L'initiative marocaine de large autonomie pour la Région du Sahara prévoit que dans le cas où cette région n'aurait pas les ressources financières suffisantes pour réaliser ses objectifs de développement, l'Etat financerait le complément sur la base du principe de solidarité nationale. Quelle que soit la forme que prendrait cette action (subventions, prêts bonifiés à long terme...), celle-ci peut être considérée comme une compensation dudit manque ou déficit.

Commandant de la force militaire (MINURSO)

Sous l'autorité du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, le chef de la composante militaire dirige les opérations des officiers et soldats de la MINURSO en matière de surveillance du cessez-le-feu (patrouilles terrestres et aériennes, ravitaillement et redéploiement des casques bleus dans les team-sites), de déminage en cas de besoin, d'accompagnement du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et d'autres responsables onusiens lors des missions effectuées dans le territoire...

Commissions régionales des droits de l'Homme (CRDH)

Deux commissions régionales du Conseil national des droits de l'Homme du Maroc sont établies dans les régions de Dakhla-Ouad Eddahab (provinces de Dakhla et d'Aousserd) et celle de Laâyoune-Sakia El hamra (provinces d'Es-smara, Boujdour, Laâyoune et Tarfaya).

Les commissions régionales du Conseil national des droits de l'Homme "ont pour missions d'assurer le suivi et le contrôle de la situation des droits de l'Homme au niveau régional et de recevoir les plaintes relatives aux allégations de violations des droits de l'Homme qui leur sont adressées.

Elles élaborent des rapports spéciaux ou périodiques sur les mesures prises pour le traitement des affaires et des plaintes à caractère régional ou local.

[Elles] assurent également la mise en œuvre des programmes et des projets du Conseil [national] en matière de promotion des droits de l'Homme et ce, en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés au niveau de la région, dont notamment les associations œuvrant dans le domaine des droits de l'Homme et les observatoires régionaux des droits de l'Homme.

[Elles] contribuent, sous la supervision du Conseil, à encourager et à faciliter la création des observatoires régionaux des droits de l'Homme regroupant en leur sein les associations et les personnalités actives dans le domaine des droits de l'Homme, issues de différents courants intellectuels et culturels et ayant apporté des contributions méritoires à la consolidation des valeurs de la citoyenneté responsable.¹⁹

Ces deux Commissions régionales ont joué un rôle important dans la présentation de la situation réelle des droits de l'Homme dans les provinces récupérées par le Maroc, notamment auprès d'associations et de délégations étrangères, internationales et onusiennes en particulier, auparavant très influencées par le discours du *polisario* et des activistes minoritaires vivant dans ces mêmes provinces.

Le développement humain au niveau des provinces du Sud, mesuré à travers l'Indice de développement humain (IDH) du PNUD, a connu une amélioration considérable au cours des 4 dernières décennies. En effet, cet indice est passé de 0,384 en 1980 à 0,576 en 2004 pour atteindre 0,643 en 2014, un score légèrement supérieur au score moyen national (0,628). Entre 1980 et 2014, l'Indice de développement humain a progressé de 1,97% dans les provinces du Sud, soit un rythme nettement supérieur à celui de l'ensemble du Maroc (1,1%).

CORCAS

Créé par feu Sa Majesté Le Roi Hassan II, le Conseil Royal consultatif des affaires sahariennes a fait l'objet d'une refonte, en 2006²⁰.

Selon son Dahir constitutif, le Conseil est appelé, notamment, à émettre des avis consultatifs sur les questions d'ordre général ou spécial se rapportant à la défense de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale ainsi qu'au développement humain, économique et social intégré des Provinces du sud.

Ses membres sont nommés par Sa Majesté Le Roi pour un mandat de quatre ans. Ils sont choisis parmi les parlementaires, les présidents des conseils régionaux, les présidents des assemblées provinciales et les présidents des chambres professionnelles des Provinces du Sud durant l'exercice de leur mandat.

A ceux-là s'ajoutent des membres ayant été élus par leurs tribus respectives (les Chioukh), les membres des associations de la société civile et des organisations des jeunes dans les Provinces du Sud, les représentants des ressortissants marocains originaires de ces provinces résidant à l'étranger et des séquestrés de Tindouf, les représentants des opérateurs et des organismes socio-économiques et les personnalités reconnues pour leur aptitude et leur probité.

Envoyé personnel du Secrétaire Général des Nations Unies

L'Envoyé personnel est une personnalité importante, ayant exercé de hautes fonctions politiques ou diplomatiques. Il est nommé par le Secrétaire général des Nations Unies dans le but de travailler avec les parties au conflit, en l'occurrence le Maroc, le *polisario* et les pays voisins, en l'occurrence l'Algérie, et la Mauritanie, bien que partie en réalité l'Algérie soit partie au conflit, ainsi que d'autres pays concernés ou intéressés comme les Etats du Groupe des amis du Sahara et ce, en vue de trouver une solution politique juste et durable, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Les Envoyés personnels successifs : James Baker III (1997-2004), Peter Van Walsum (2005-2007), Christopher Ross (2009-2017) et Horst Köhler (2017-2019).

Financement de la Région autonome

En application de l'Initiative marocaine de large autonomie pour la Région du Sahara de 2007, les populations du Sahara " disposeront des ressources financières nécessaires au développement de la région dans tous les domaines"²¹

" La Région autonome du Sahara disposera des ressources financières nécessaires à son développement dans tous les domaines. Ces ressources seront notamment constituées par :

- ❖ les impôts, taxes et contributions territoriales édictés par les organes compétents de la Région.
- ❖ les revenus de l'exploitation des ressources naturelles affectés à la Région.
- ❖ la partie des revenus des ressources naturelles situées dans la Région et perçus par l'État.
- ❖ les ressources nécessaires allouées dans le cadre de la solidarité nationale.
- ❖ les revenus provenant du patrimoine de la Région."²²

En attendant la mise en œuvre de cette initiative et en plus de l'effort considérable d'équipement consenti par le Royaume depuis la récupération, en 1975, de ses provinces sahariennes, le Maroc a entrepris la réalisation, en 2015, du Plan de développement des Provinces du Sud. Doté d'un budget de 77 milliards de dirhams (8 milliards de dollars), ce plan est consacré au développement des infrastructures de la région, y compris l'amélioration du réseau routier, la construction de ports de pêche et d'une usine de dessalement de l'eau de mer, le développement des services médicaux et l'élargissement de l'offre sanitaire...

Dans son rapport du 3 octobre 2018, adressé au Conseil de sécurité des Nations Unies, le Secrétaire général de cette organisation notait les "progrès accomplis dans les domaines de l'éducation et de la santé ainsi que dans le domaine économique"²³, dont ont fait état les élus locaux.

Initiative marocaine de large autonomie pour la Région du Sahara (2007)

L'Initiative désigne la proposition marocaine, déposée au Secrétariat général des Nations Unies en avril 2007, en vue de régler définitivement le conflit du Sahara sur une base gagnant-gagnant, où l'Etat marocain garderait les principales prérogatives régaliennes (affaires étrangères, défense nationale, affaires religieuses...) et la Région du Sahara jouirait de larges compétences permettant aux citoyens marocains sahraouis de gérer leurs propres affaires économiques, sociales et culturelles. Ils seraient, en outre, associés à la politique nationale interne et étrangère et bénéficieraient de la solidarité active du pays en matière de développement quand les ressources de la région s'avèreraient insuffisantes.

La Région disposerait de son propre parlement, d'un gouvernement autonome issu d'élections, d'une justice veillant au respect des lois et coutumes sahraouies, ainsi qu'au respect et au développement de la culture et la langue hassanies. La population serait aussi représentée au parlement national.

Cette initiative a été jugée crédible par la Communauté internationale à plusieurs occasions. Par exemple, lors de la réunion du Conseil de sécurité consacrée à la question du Sahara, en octobre 2020, l'Ambassadeur de France a rappelé, que "la France considère que le plan d'autonomie marocain de 2007 constitue une base sérieuse et crédible de discussions en vue de la reprise du dialogue"²⁴.

Pour sa part, la représentante des Etats-Unis a déclaré " Nous considérons le plan d'autonomie du Maroc comme sérieux, crédible et réaliste. Il représente une approche potentielle pour satisfaire les aspirations des habitants du Sahara *occidental* à gérer leurs propres affaires avec paix et dignité"²⁵.

Cette position a été réaffirmée dans la Proclamation de reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara, officialisée par le Président des Etats-Unis le 4 décembre 2020. Aux termes de cette Proclamation, "Les Etats-Unis reconnaissent la souveraineté du Maroc sur l'ensemble du territoire du Sahara *occidental* et réaffirment leur soutien à la proposition d'autonomie sérieuse, crédible et réaliste du Maroc, comme étant la seule base d'une solution juste et durable au conflit du Sahara *occidental*. Les États-Unis estiment qu'un État sahraoui indépendant n'est pas une option réaliste pour résoudre le conflit et qu'une véritable autonomie sous souveraineté marocaine est la seule solution possible. Nous exhortons les parties à engager des discussions sans délai, en utilisant le plan d'autonomie du Maroc comme seul cadre pour négocier une solution mutuellement acceptable."²⁶

Intégrité territoriale

Indissociable de la notion de souveraineté, l'intégrité territoriale peut être appréhendée comme le droit souverain d'existence de l'Etat et assimilée au principe d'inviolabilité de son territoire.

En l'occurrence, l'intégrité territoriale du Maroc signifie son unité géographique à l'intérieur de ses frontières vis-à-vis des pays voisins : l'Algérie, l'Espagne et la Mauritanie. Elle couvre ainsi l'ensemble du Sahara, jusqu'aux frontières avec la Mauritanie au sud et l'Algérie à l'est.

Il est à rappeler que le paragraphe 6 de la résolution 1514 précise : "Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies."²⁷

Joint Mission Analysis Centre (JMAC)

(Cellule d'analyse conjointe de la Mission (Joint Mission Analysis Centre), créée en 2005 par l'Organisation des Nations Unies, est une structure multidisciplinaire chargée de mener des analyses intégrées pour les hauts responsables des missions de maintien de la paix, (notamment les Représentants spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies).

Analysis Centre collecte l'information auprès des missions sur le terrain et produit en retour de l'analyse "affinée" pour soutenir leurs activités. La structure organisationnelle de chaque JMAC varie d'une mission à l'autre, mais le point commun à toutes est le recours à des analystes qui interprètent l'information collectée par les officiers des affaires civiles (composante civile, notamment le bureau politique de la MINURSO).

Justice régionale

L'Initiative marocaine prévoit ce qui suit :

“22 -Des juridictions peuvent être créées par le Parlement régional afin de statuer sur les litiges nés de l'application des normes édictées par les organes compétents de la Région autonome du Sahara. Leurs décisions seront rendues, en toute indépendance, au nom du Roi.

23. “Le Tribunal Régional Supérieur, la plus haute juridiction dans la Région autonome du Sahara, statue en dernier ressort, sur l'interprétation de la loi de la région, sans préjudice des compétences de la Cour suprême et du Conseil constitutionnel du Royaume.

24. Les lois, les règlements et les décisions de justice émanant des organes de la Région autonome du Sahara doivent être conformes au Statut d'autonomie de ladite Région et à la Constitution du Royaume.

25. “Les populations de la Région bénéficieront de toutes les garanties qu'apporte la Constitution marocaine en matière de droits de l'Homme tels qu'ils sont universellement reconnus.”²⁸

Mandat de la MINURSO

Ce mandat régit les activités de la MINURSO sur le territoire du Sahara, sur la base de la Résolution S/RES/690 (1991) et de l'Accord militaire N°1.

Dans les faits, la MINURSO applique les résolutions et les directives qu'elle reçoit, entre autres, du Département des opérations de paix et du Département des affaires politiques de l'Organisation des Nations Unies

Il faut distinguer deux phases dans le mandat confié par la Résolution 690 (1991) à la MINURSO.

❖ A l'origine, ce mandat prévoyait :

- “ la surveillance du cessez-le-feu;
- la vérification de la réduction des troupes des Forces armées Royales sur le territoire;
- la surveillance du cantonnement des troupes des Forces armées Royales et du *polisario* dans les localités prescrites par le Plan de règlement agréé par les parties en 1988;
- la prise de mesures, en accord avec les parties, en vue d'assurer la libération des prisonniers et des détenus politiques sahraouis;
- la supervision de l'échange de prisonniers de guerre sous les auspices du Comité international de la Croix rouge;
- la mise en œuvre du programme de rapatriement sous les auspices du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR);
- l'identification et l'enregistrement des personnes habilitées à voter lors du référendum prévu ;
- l'organisation et la proclamation des résultats d'un referendum libre et honnête.
- la réduction des menaces des mines et engins non explosés”

❖ Deuxième phase (depuis 2003) :

Eu égard à ce que qualifie le Secrétaire général des Nations Unies de “suspension totale, en 2003, des activités liées au référendum”²⁹ par la MINURSO, le mandat de celle-ci* s’est réduit:

- à la surveillance du cessez-le-feu;
- à l’application de mesures d’appui au processus “sous mandat renouvelé périodiquement par le Conseil de sécurité” ;

et, depuis 2004, date de l’abandon par l’Organisation des Nations Unies des plans Baker, l’appui administratif et logistique, la police civile et le soutien au programme de mesures de confiance menées sous la supervision du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Manhasset (domaine de Green Tree)

Localité américaine dans la banlieue de New York où ont eu lieu, de 2007 à 2012, des réunions de pourparlers informels et de négociations entre le Maroc et le *polisario*³⁰ après la reprise de ces dernières, à la faveur du dépôt de l’Initiative marocaine de large autonomie pour la Région du Sahara en 2007, après l’arrêt des négociations en 2004 (démission de James Baker III).

Dans le même cadre, s’est tenue une seule réunion à Vienne en 2009.

En décembre 2018³¹ et mars 2019³² se sont tenus, à Genève, en Suisse, deux rounds de négociations.

Médiateur

La médiation comme méthode de règlement pacifique des différends internationaux signifie la participation d’un Etat-tiers ou d’une personnalité neutre aux négociations entre les parties. En vertu de l’article 4 de la Convention de La Haye du 29 juillet 1899 sur le règlement pacifique des conflits, “Le rôle du médiateur consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui peuvent s’être produits entre les Etats en conflit”³³.

Du fait de leur large pouvoir d’appréciation et de leur positionnement neutre, en principe, à l’image de celui des Nations Unies, les Envoyés personnels du Secrétaire général de cette organisation ont souvent endossé ce rôle.

Mer territoriale

Zone de mer adjacente au territoire terrestre d’un Etat sur laquelle s’applique la souveraineté de celui-ci.

La souveraineté de l’Etat côtier s’applique aux eaux territoriales, aux fonds sous-marins ainsi qu’à l’espace aérien surplombant. La seule restriction imposée est celle découlant du droit de passage inoffensif. L’Etat côtier doit, en effet, permettre aux navires étrangers de naviguer dans ses eaux territoriales, tant qu’il s’agit d’un passage continu et rapide et qu’il ne porte pas atteinte à la paix, au bon ordre et à la sécurité de l’Etat côtier.

Selon la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, tout Etat a le droit de fixer la largeur de sa mer territoriale dans la limite de 12 milles marins, mesurés à partir des lignes de base. Ce principe ne s’applique, cependant, pas lorsque les côtes de deux Etats se font face. Dans ce cas de figure, sauf accord entre les parties, une ligne médiane, dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base, délimite les eaux territoriales de chacun.

La délimitation de la mer territoriale du Maroc a été précisée par le biais de la loi 37.17, adoptée par le Parlement le 22 janvier 2020 et promulguée par Dahir le 5 mars 2020. Cette délimitation concerne l'ensemble de l'espace maritime du Royaume.

MINURSO

Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un Référendum au "Sahara [dit] Occidental" [avant sa récupération par le Maroc] (voir Mandat de la MINURSO), établie à Laâyoune en avril 1991. Elle est composée de civils, de militaires et de policiers civils de l'Organisation des Nations Unies. En septembre 2020, l'effectif total du personnel s'est établi à 196 éléments, dont 168 observateurs militaires et 27 hommes de troupe.

Organes autonomes

Aux termes de l'Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara :

19. "Le Parlement de la Région autonome du Sahara sera composé de membres élus par les différentes tribus sahraouies, et de membres élus au suffrage universel direct par l'ensemble de la population de la Région. La composition du Parlement de la Région Autonome du Sahara devra comprendre une représentation féminine appropriée.
20. "Le pouvoir exécutif de la région autonome du Sahara sera exercé par un Chef de Gouvernement élu par le Parlement régional. Il est investi par le Roi. Le Chef de Gouvernement est Représentant de l'État dans la région.
21. "Le Chef du Gouvernement de la Région autonome du Sahara forme le gouvernement de la Région et nomme les administrateurs nécessaires pour exercer les pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu du statut d'autonomie. Il est responsable devant le Parlement de ladite Région.
22. "Des juridictions peuvent être créées par le Parlement régional afin de statuer sur les litiges nés de l'application des normes édictées par les organes compétents de la Région autonome du Sahara. Leurs décisions seront rendues, en toute indépendance, au nom du Roi.
23. "Le Tribunal Régional Supérieur, la plus haute juridiction dans la Région autonome du Sahara, statue en dernier ressort, sur l'interprétation de la loi de la région, sans préjudice des compétences de la Cour suprême et du Conseil constitutionnel du Royaume."³⁴

Plateau continental du Sahara/au large du Sahara

Selon la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : "Le plateau continental d'un Etat côtier comprend les fonds marins et leur sous-sol au-delà de sa mer territoriale, sur toute l'étendue du prolongement naturel du territoire terrestre de cet Etat jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale, lorsque le rebord externe de la marge continentale se trouve à une distance inférieure"³⁵.

L'Etat côtier dispose sur son plateau continental, une fois délimité avec les Etats voisins, du droit exclusif d'exploitation des ressources minières (hydrocarbures, nodules polymétalliques, ...) du sol et du sous-sol.

Le plateau continental méridional du Royaume doit encore être délimité, notamment avec l'Espagne (les Canaries) et la Mauritanie.

polisario (Front)

Abrégé de Frente Popular por la Liberación de Saguía el Hamra y Río de Oro (Front populaire pour la libération de Saguia Al Hamra et Rio de Oro), mouvement dissident créé, à Rabat, en 1973³⁶ par El-Ouali Moustapha Sayed.

Suite à l'appel, en 1988, de Sa Majesté Le Roi Hassan II " La patrie est clémente et miséricordieuse"³⁷, nombreux sont les hauts responsables et les cadres du *polisario* qui ont renoncé à leurs activités et sont revenus dans le giron de la mère patrie.

Le *polisario* n'est pas le seul représentant du peuple sahraoui. Celui-ci réside en grande majorité dans les provinces du Sud du Maroc, participe à toutes les consultations électorales et dispose d'une représentation à l'échelle nationale et régionale.

Quant aux populations dans les camps de Tindouf, en Algérie, leur effectif n'a jamais été établi avec précision, du fait du rejet par l'Algérie de toute opération de recensement, en dépit de l'insistance de l'Organisation des Nations Unies.

Principe de solidarité

La solidarité nationale signifie que l'Etat, éventuellement certains de ses prolongements ou subdivisions (régions, provinces, établissements publics) intervient pour assister, mettre à niveau, une région ne disposant pas des mêmes ressources ou les mêmes moyens financiers notamment, comparées à d'autres régions. L'Initiative marocaine prévoit la mise en œuvre de ce principe au profit de la Région autonome du Sahara.

Procédures spéciales (des Nations Unies)

Les procédures spéciales sont un mécanisme du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, appuyé par le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme (HCDH) permettant à cette organisation de s'informer sur la situation des droits humains dans des pays membres en y envoyant des missions d'enquête sur le terrain et de prendre les mesures appropriées conformément aux prérogatives de chaque mécanisme et aux engagements internationaux des Etats membres dans les domaines respectifs de chaque mécanisme. Il existe des procédures par pays et d'autres par thématique.

Les responsables à la tête de ces procédures sont des *Rapporteurs spéciaux, Experts indépendants, Groupes de travail et Représentants* (spéciaux) du Secrétaire général qui exercent leurs fonctions à titre personnel et s'engagent en principe à conserver leur *indépendance, efficacité, compétence et intégrité dans la probité, l'impartialité, l'honnêteté et la bonne foi*.

Ces procédures ont concerné la question du Sahara. Le Maroc y a consenti volontairement, sur tout son territoire, y compris le Sahara, pour diverses raisons, notamment son engagement irréversible dans le processus de démocratisation et de respect des droits de l'Homme. Par ailleurs, des délégations parlementaires étrangères se rendent, régulièrement dans les Provinces du Sud pour en observer la situation. Par exemple :

- ❖ L'Experte indépendante des Nations Unies sur les droits de l'Homme et la solidarité internationale a effectué une visite au Maroc entre le 15 et le 20 janvier 2016. Dans son rapport au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, elle "note et salue les progrès accomplis par le Maroc dans le domaine de la gouvernance et du développement humain et se félicite, en particulier, de la reconnaissance des droits de l'homme et de l'importance accordée à la solidarité et à la coopération dans la Constitution. Elle reconnaît les efforts déployés par le Maroc en vue d'établir un développement durable participatif.

Elle encourage le Gouvernement à continuer d'affiner ses projets de développement national dans le cadre d'une approche intégrée du développement et de la coopération, sur les plans national et international, et d'une plus grande harmonisation de l'action menée en vue d'atteindre d'ici à 2030 les nouveaux objectifs de développement durable"³⁸.

- ❖ Le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a effectué une visite du 9 au 18 décembre 2013.
- ❖ La Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, s'est rendue au Maroc du 17 au 21 juin 2013, à l'invitation du Gouvernement.
- ❖ Le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a effectué une visite du 15 au 22 septembre 2012.
- ❖ Le Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique, a été reçu du 13 au 20 février 2012, sur l'invitation du Gouvernement marocain.

Dans le cadre de ces visites, les experts des Nations Unies se sont rendus régulièrement dans les Provinces du Sud du Royaume. Leurs rapports successifs font état de l'avancée du processus de démocratisation du Royaume et des efforts accomplis pour l'intégration des citoyens, notamment ceux de ces provinces, dans la vie politique du pays.

Cette situation contraste singulièrement avec celle en cours dans les camps de Tindouf. En effet, dans le rapport de sa 36^{ème} session ordinaire, le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies note que :

"L'Association africaine de développement a regretté l'absence d'enquête sur les cas de disparitions forcées, y compris dans les camps de Tindouf. Elle a évoqué des cas documentés de torture contre des défenseurs des droits humains et des opposants. Elle a noté les violations des droits de l'homme contre les habitants des camps de Tindouf, notamment les droits à la vie, à la liberté d'association, d'expression et de manifestation, ainsi qu'à la santé et à l'alimentation."³⁹

"L'Organisation internationale pour le développement intégré de la femme a évoqué des allégations de violations des droits de l'Homme dans le sud-ouest du pays et dans les camps de Tindouf, notamment en ce qui concerne les droits à la vie, à la liberté et à la sécurité, à l'éducation, à la santé et au logement. Elle a demandé à l'Algérie de reconnaître les violations commises depuis son indépendance et d'assumer la responsabilité morale et juridique de la situation au Sahara et d'offrir des recours aux victimes. Elle a exhorté l'Algérie à mettre en œuvre les recommandations des procédures spéciales qui ont visité les camps de Tindouf."⁴⁰

Programme de développement des Provinces du sud (2015-2021)

Ce programme a été lancé par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI le 6 novembre 2015. Doté d'un montant de 77 millions de dirhams (l'équivalent de 8 milliards de dollars) et visant l'accélération du développement et de l'intégration socioéconomique du Sahara (*Nouveau modèle de développement des provinces du Sud*), il s'articule, notamment, autour de projets structurants tels la voie express Tiznit-Laâyoune-Dakhla, le port de pêche de Lamhiriz et le port Dakhla atlantique.

La création d'une ligne maritime de la navigation côtière dédiée aux marchandises reliant Casablanca et Dakhla, la réouverture des deux lignes maritimes reliant les îles Canaries à Tarfaya d'une part et à Laâyoune d'autre part sont également prévues dans ce programme. A cela s'ajoute la construction d'un Centre Hospitalier Universitaire à Laâyoune et d'une technopole à Fom El Oued. Fin 2018, ce programme a été réalisé à raison de 48%.

Puissance administrante

La puissance administrante est l'autorité désignée comme étant responsable de l'administration, soit d'un territoire sous tutelle de l'Organisation des Nations Unies, sous l'empire du Chapitre XII de la Charte des Nations Unies et par un accord de tutelle, soit d'un territoire non autonome, en vertu du Chapitre XI de la même Charte.

Il incombe aux puissances administrantes, en vertu de l'article 73 (e) de ladite Charte "de communiquer régulièrement au Secrétaire général (...) des renseignements statistiques et autres de nature technique relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires dont ils sont respectivement responsables".

L'Espagne était la puissance administrante du Sahara avant sa récupération par le Maroc en 1975. Elle a déclaré, suite à son retrait de ce territoire, par une lettre adressée à l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 26 février 1976, se considérer "dégagée de toute responsabilité de caractère international en ce qui concerne l'administration dudit territoire en cessant de participer à l'administration provisoire qui y a été mise en place"⁴¹.

Le départ de l'Espagne et la récupération du Sahara en 1975 par le Maroc a clos le processus de décolonisation de ce territoire. En effet, comme le rappelle Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, "le Maroc dans son Sahara, n'a jamais été une puissance d'occupation ou une puissance administrante. Il exerce plutôt les attributs de sa souveraineté sur sa terre"⁴².

Quatrième commission de l'ONU

La Quatrième Commission de l'Organisation des Nations Unies est une commission plénière qui traite de sujets variés comme les questions relatives au maintien de la paix, au suivi des missions politiques spéciales, à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), et à la décolonisation. C'est à ce dernier titre qu'elle examine la question du Sahara, *dit occidental* avant sa récupération par le Maroc.

Rapports du Secrétaire général sur le Sahara

Le Secrétaire général des Nations Unies est mandaté par le Conseil de sécurité des Nations Unies pour suivre la situation dans le "territoire" et lui faire régulièrement des rapports (périodicité variable). Il fait aussi des rapports à l'Assemblée générale.

Les rapports sont élaborés avec l'aide de la MINURSO (Bureau politique du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Commandant des Forces) et grâce aux informations qu'elle envoie régulièrement au Département des opérations de paix (DPKO) au siège.

Les rapports sont structurés autour de l'évolution de la situation politique générale, non seulement dans le "territoire", mais également au Maroc et dans la région (déclarations, événements, menaces...), de la situation relative au respect du cessez-le-feu et de l'accord militaire N°1, de la situation humanitaire et des droits de l'homme si nécessaire, des rapports avec les autorités marocaines et le *polisario* ...

Un aspect important à cet égard est l'insistance sur "l'interaction libre de la Mission avec la population" qui permettrait à la Mission de réaliser un "glissement" en direction de l'élargissement de fait de son mandat.

Outre le rapport relatif au Plan de règlement S/21360 du 16 juin 1990, les autres rapports adressés au Conseil de sécurité des Nations Unies sont les suivants : **1991** : S/22464 ; S/23299 ; **1992** : S/23662, S/24040; S/24464 ; **1993** : S/25170, S/25818, S/26185, S/26797, S/25818, S/26185, S/26797; 1994 : S/283, S/283/Add.1., S//1994/819, S/1994/1257, S/1420, S/1420 additif.1, ; **1995** : S/1995/240, S/1995/404, S/1995/779, S/1997/986 ; **1996** : S/1996/43, S/1996/343, S/1996/674, S/1996/913, S/1996/913/Corr.1 ; **1997** : S/1997/166, S/1997/358, S/1997/742, S/1997/742/Add.1, S/1997/882, S/1997/882/Add.1, S/1997/974 ; **1998** : S/1998/35, S/98/316, S/1998/404, S/1998/534, S/1998/634, S/1998/775, S/1998/849, S/1998/997 ; **1999**: S/1999/88, S/1999/307, S/1999/721, S/1999/1219 ; **2000**: S/2000/131*, S/2000/461, S/2000/1029; **2001**: S/2001/48, S/2001/398, S/2001/613 ; **2002**: S/2002/178, S/2002/467; **2003**: S/2003/59*, S/2003/565, S/2003/1016 ; **2004**: S/2004/39, S/2004/325, S/2004/325 add.1, S/2004/827 ; **2005**: S/2005/49, S/2005/254, S/2005/648 ; **2006**: S/2006/249, S/2006/817 ; **2007**: S/2007/202*, S/2007/385*, S/2007/619 ; **2008**: S/2008/45, S/2008/251 ; **2009**: S/2009/200; **2010**: S/2010/175; **2011**: S/2011/249; **2012**: S/2012/197; **2013**: S/2013/220; **2014**: S/2014/258; **2015**: S/2015/246; **2016**: S/2016/355 ; **2017**: S/2017/307; **2018**: S/2018/277, S/2018/889; **2019**: S/2019/282; S/2019/349; S/2019/787; **2020**: S/2020/938

rasd

Acronyme de "*République Arabe Sahraouie Démocratique*", proclamée le 27 février 1976 sans réunir, outre l'indépendance effective, les trois éléments constitutifs de l'Etat exigés par le Droit international, à savoir, le territoire, la population et le gouvernement.

Grâce aux efforts de la diplomatie du Maroc, sous l'égide de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, de nombreux pays ont retiré leur reconnaissance de la *rasd*, d'autres l'ont gelée. Au 7 novembre 2020, "163 pays, représentant 85% des États membres des Nations Unies, ne reconnaissent pas l'entité factice"⁴³.

Cela illustre le peu de crédit qu'accorde, dans sa grande majorité, la Communauté internationale à l'éventualité d'un Etat sahraoui. Cette position est, notamment, affirmée par les Etats-Unis qui, dans la Proclamation de reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara, officialisée le 4 décembre 2020, "estiment qu'un État sahraoui indépendant n'est pas une option réaliste pour résoudre le conflit et qu'une véritable autonomie sous souveraineté marocaine est la seule solution possible"⁴⁴.

Région du Sahara/Provinces du Sud

Elle comprend les dix provinces suivantes : Guelmim, Assa-Zag, Tan-Tan, Sidi Ifni, Laâyoune, Boujdour, Tarfaya, Es-Semara, Oued Ed-Dahab et Aousserd.

Conformément à l'Initiative marocaine de large autonomie pour la région du Sahara, celle-ci servira de pilote et de modèle de régionalisation avancée.

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies (SGNU)

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies a deux fonctions : il est le chef de la MINURSO, responsable administratif et militaire de la mission qui supervise le travail du commandant de la force, et également le représentant politique du Secrétaire général. Il effectue, à cet égard, un travail politique, assistant et conseillant ce dernier et son Envoyé personnel s'il le sollicite.

Les Représentant spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies qui se sont succédé au Sahara sont : Colin Stewart (depuis le 1er décembre 2017), Kim Bolduc (2014-2017), Wolfgang Weisbrod-Weber (2012-2014), Hany Abdel Aziz (2009-2012), Julian Harston (2007-2009), Francesco Bastagli (2005-2007), Alvaro de Soto (2003-2005), William Lacy Swing (2001-2003), William Eagleton (1999-2001), Robin Kinloch (avril – mai 1999), Charles Franklin Dunbar (1998-1999) Erik Jensen (1995-1998), SahabzadaYaqub-Khan (1992-1995), Johannes Manz (1990-1992) et Hector Gros Espiell (1988-1990).

Résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU)

Depuis la récupération du Sahara par le Maroc, le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) a adopté les résolutions suivantes :

1975 : S/RES/ 377 (1975), S/RES/ 379, S/RES/ 380; **1988** : S/RES/ 621 ; **1990**: S/RES/ 658 ; **1991**: S/RES/ 690, S/RES/ 725; **1993**: S/RES/ 809; **1994**: S/RES/907 ; **1995**: S/RES/ 973, S/RES/ 995, S/RES/ 1002, S/RES/1017-1995 (22.09.95), S/RES/1033; **1996**: S/RES/1042, S/RES/1056, S/RES/1084; **1997**: S/RES/1108 , S/RES/1133 ; **1998**: S/RES/1148, S/RES/1163, S/RES/1185, S/RES/1198, S/RES/1204, S/RES/1215 ; **1999**: S/RES/1224, S/RES/1228, S/RES/1232, S/RES/1235, S/RES/1238, S/RES/1263, S/RES/1282; **2000**: S/RES/1292, S/RES/1301, S/RES/1309, S/RES/1324; **2001**: S/RES/1342, S/RES/1349, S/RES/1359, S/RES/1380; **2002**: S/2002/161, S/RES/1394, S/RES/1406, S/RES/1429; **2003**: S/RES/1463, S/RES/1469, S/RES/1485, S/RES/1495, S/RES/1513; **2004**: S/RES/1523, S/RES/1541, S/RES/1570; **2005**: S/RES/1598, S/RES/1634; **2006**: S/RES/1675, S/RES/1720; **2007**: S/RES/1754, S/RES/1783; **2008**: S/RES/1813; **2009**: S/RES/1871 ; **2010**: S/RES/1920 ; **2011**: S/RES/1979; **2012**: S/RES/2044 ; **2013**: S/RES/2099 ; **2014**: S/RES/2152; **2015**: S/RES/2218; **2016**: S/RES/2285/2016; **2017**: : S/RES/2351 (2017); **2018**:S/RES/2414 (2018), S/RES/2440 (2018); **2019**:[S/RES/2468](#); **2020**: [S/RES/2548](#)

Souveraineté

“La souveraineté, dans les relations entre Etats, signifie l’indépendance. L’indépendance, relativement à une partie du globe, est le droit d’y exercer à l’exclusion de tout autre Etat, les fonctions étatiques. Le développement de l’organisation nationale des Etats durant les derniers siècles et, comme corollaire, le développement du droit international, ont établi le principe de la compétence exclusive de l’Etat en ce qui concerne son propre territoire, de manière à en faire le point de départ du règlement de la plupart des questions qui touchent aux rapports internationaux”⁴⁵.

La souveraineté du Maroc sur le Sahara est confortée, non seulement par les liens historiques et politiques que le Royaume entretient avec cette région, mais, également, par les multiples reconnaissances de la communauté internationale. Il en est ainsi, par exemple, de la Proclamation de reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara, officialisée par le Président des Etats-Unis le 4 décembre 2020.

Aux termes de cette Proclamation, “Les Etats-Unis reconnaissent la souveraineté du Maroc sur l’ensemble du territoire du Sahara *occidental* et réaffirment leur soutien à la proposition d’autonomie sérieuse, crédible et réaliste du Maroc, comme étant la seule base d’une solution juste et durable au conflit du Sahara *occidental*. Les États-Unis estiment qu’un État sahraoui indépendant n’est pas une option réaliste pour résoudre le conflit et qu’une véritable autonomie sous souveraineté marocaine est la seule solution possible. Nous exhortons les parties à engager des discussions sans délai, en utilisant le plan d’autonomie du Maroc comme seul cadre pour négocier une solution mutuellement acceptable.

Pour faciliter les progrès vers cet objectif, les États-Unis encourageront le développement économique et social avec le Maroc, y compris dans le territoire du Sahara *occidental*, et à cette fin ouvriront un consulat sur le territoire du Sahara *occidental*, à Dakhla, pour promouvoir les opportunités économiques et commerciales pour la région⁴⁶.

L'ouverture d'un consulat à Dakhla illustre donc la reconnaissance par ce pays, de l'appartenance du Sahara au Royaume du Maroc.

A fin décembre 2020, 19 pays ont déjà procédé à l'ouverture d'une représentation diplomatique dans la région du Sahara marocain. Il s'agit de l'Union Comores (18 décembre 2019), de la Gambie (7 janvier 2020), du Gabon et de la République de Guinée (18 janvier 2020), de la République Centrafricaine et de Sao Tomé-et-Principe (23 janvier 2020), de la Côte d'Ivoire (29 janvier 2020), de Djibouti et du Burundi (28 février 2020), du Liberia (12 mars 2020), du Burkina Faso, de la Guinée Bissau et la Guinée Equatoriale (23 octobre 2020), d'Eswatini et de la Zambie (27 octobre 2020), des Emirats Arabes Unis (4 novembre 2020), de Haïti et du Bahreïn (14 décembre 2020) ainsi que de la République Démocratique du Congo (19 décembre 2020).

Territoires non autonomes

La Charte des Nations Unies prévoit que les États Membres "qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires. Ils acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure possible leur prospérité, dans le cadre du système de paix et de sécurité internationales"⁴⁷.

À cette fin, les puissances administrantes doivent non seulement assurer le progrès politique, économique et social de ces populations, ainsi que le développement de leur instruction mais, également, entreprendre de les aider à développer leurs institutions démocratiques et leur capacité à s'administrer elles-mêmes. Les puissances administrantes sont tenues de communiquer régulièrement au Secrétaire général des renseignements relatifs aux conditions économiques et sociales et à l'éducation dans les territoires placés sous leur administration.

Le Sahara a été inscrit sur la liste des Territoires non-autonomes, à la demande du Maroc, dès 1963⁴⁸, soit dix ans avant la création du *polisario* (1973) et ce, dans le contexte de la décolonisation des territoires occupés par l'Espagne.

A l'issue de l'examen de la question du Sahara par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, en 1964⁴⁹, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, en 1965, la résolution 2072 dans laquelle elle "prie instamment le Gouvernement espagnol, en tant que Puissance administrante, de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour la libération de la domination coloniale des territoires d'Ifrni et du Sahara espagnol (...)"⁵⁰.

De ce fait, le Sahara ne peut être considéré en tant que territoire non-autonome depuis le retrait de l'Espagne et sa récupération par le Maroc en 1975. D'ailleurs, l'Organisation des Nations Unies n'a jamais exigé du Maroc de lui établir des rapports sur la situation dans ce territoire.

En accordant une autonomie avancée à la région du Sahara, l'Initiative marocaine de 2007 offre une alternative valable à la tenue d'un référendum, qui s'est avéré impossible à organiser. Le référendum n'est, d'ailleurs, pas la seule forme de consultation prévue pour l'expression de la volonté de la population du territoire.

Zone contiguë

"La zone contiguë ne peut s'étendre au-delà de 24 mille marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale"⁵¹. L'Etat côtier peut y "exercer le contrôle nécessaire en vue de :

- a) prévenir les infractions à ses lois et règlements douaniers, fiscaux, sanitaires ou d'immigration sur son territoire ou dans sa mer territoriale,
- b) réprimer les infractions à ces mêmes lois et règlements commises sur son territoire ou dans sa mer territoriale"

Ce contrôle concerne, entre autres, les objets archéologiques et d'origine historique découverts en mer.

Zone économique exclusive

En droit international de la mer, cette zone est située au-delà de la mer territoriale et y est adjacente ; elle peut s'étendre jusqu'à un maximum de 200 milles marins à partir des lignes de base. L'État côtier y dispose de droits souverains sur les ressources naturelles. Il exerce sa juridiction sur certaines activités aux fins, entre autres, de protection de l'environnement. Il a l'obligation de respecter les droits des autres États (découlant du maintien de certaines libertés du régime de la haute mer comme la liberté de navigation).

Revendiquant des droits sur la zone économique exclusive au large du Sahara, le *polisario* avait attaqué l'Accord de pêche entre l'Union européenne et le Maroc devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et menacé de le faire encore après la révision dudit accord, incluant les eaux du Sahara, validé par le Parlement européen le 12 février 2019.

En juin 2018, la Commission européenne et le Service d'action extérieure de l'Union européenne, ont publié un rapport intitulé "Rapport sur les bénéfices pour les populations du Sahara *occidental* et la consultation publique relative à l'extension des préférences tarifaires aux produits du Sahara *occidental*", dans lequel ces deux institutions notaient que : "comme dans l'agriculture, l'extension des préférences tarifaires à ces importations aurait un impact majeur sur l'économie et donc sur l'emploi sur le territoire."⁵². Ce faisant, ces deux institutions ont reconnu le bénéfice généré par l'exploitation des ressources halieutiques de la région du Sahara pour les populations locales, ouvrant ainsi la voie à la levée du blocage engendré par la décision de la Cour de Justice de l'Union européenne.

Accords de Houston/Accords de paix	Organisation des Nations Unies : Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation au Sahara, 24 septembre 1997, S/742/1997, Annexe III.
Accords de Madrid	Declaración de principios entre España, Marruecos y Mauritania sobre el Sahara Occidental, Madrid, 14 novembre 1975, Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 988, n14450°, p. 258,
Autodétermination	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Charte des Nations Unies (Article 1a. 2) ❖ Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies : <ul style="list-style-type: none"> • Droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes, A/RES/637 (VII) • Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, A/RES/1514 (XV) • Principes qui doivent guider les États Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, leur est applicable ou non, A/RES/1541 (XV) • Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies, A/RES/2625 (XXV), 24 octobre 1970 ❖ Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Article 1)
Autonomie	<p>Organisation des Nations Unies :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Principes qui doivent guider les États Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, leur est applicable ou non, A/RES/1541 (XV)
Bons offices	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux de 1899, révisée le 18 octobre 1907 ; Titre 2 (Art. 3 ,2 et 6). ❖ Charte des Nations Unies, article 33.
Compensation	Royaume du Maroc : Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara, point 13.

Commandant de la force militaire (MINURSO)	Organisation des Nations Unies : Conseil de sécurité des Nations Unies, Résolution S/RES/690, du 29 avril 1991
Commissions régionales des droits de l'Homme (CRDH)	Royaume du Maroc : ❖ Dahir 19-11-1 du 1er Mars 2011, Bulletin officiel n5922° du 3 mars 2011. ❖ Observatoire national du développement humain, Disparités territoriales en matière de développement social au Maroc : Analyse régionale, 2017.
CORCAS	Royaume du Maroc : Dahir n81-06-1° du 26 mars 2006.
Financement de la Région autonome	Royaume du Maroc : Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara, points 5 et 13.
Initiative marocaine de large autonomie pour la Région du Sahara (2007)	Texte intégral de l'initiative accessible en ligne : Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara
Intégrité territoriale	Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies : Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, A/RES/2625 (XXV), 24 octobre 1970
Justice régionale	Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara, points 22 à 25.
Mandat de la MINURSO	Organisation des Nations Unies : ❖ Résolution du Conseil de sécurité S/RES/690, du 29 avril 1991 ❖ Site internet de la MINURSO
Médiateur	Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, Titre 2 (Art. 2 à 8).
Mer territoriale	Organisation des Nations Unies : ❖ Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Montego Bay, 10 décembre 1982, Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1834, n°. 31363, p. 3 Royaume du Maroc : ❖ Loi n17-37° modifiant et complétant le Dahir portant loi n211-73-1° fixant la limite des eaux territoriales. ❖ Dahir n° 02-20-1 portant promulgation de la loi n° 17-37 du 5 mars 2020, Bulletin officiel n6870° p. 490.

MINURSO	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Résolution du Conseil de sécurité, S/RES/690, du 29 avril 1991 ❖ Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation au Sahara, 23 septembre 2020 (S/938/2020).
Organes autonomes	<p>Royaume du Maroc :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara.
Plateau continental du Sahara/au large du Sahara	<p>Organisation des Nations Unies :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Montego Bay, 10 décembre 1982, Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1834, n°. 31363, p. 3
Principe de solidarité	<p>Royaume du Maroc :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara.
Programme de développement des Provinces du sud (2015-2021)	<p>Royaume du Maroc :</p> <p>Conseil économique, social et environnemental, Nouveau modèle de développement pour les provinces du sud, octobre 2013.</p>
Puissance administrante	<p>Royaume du Maroc :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI à l'occasion du 39ème anniversaire de la Marche Verte, 6 novembre 2014. <p>Organisation des Nations Unies :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Charte des Nations Unies, Chapitres XI et XII. ❖ Assemblée Générale des Nations Unies, Lettre datée du 26 février 1976, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies, A/-56/31S/11997.
Quatrième commission de l'ONU	<p>Organisation des Nations Unies :</p> <p>Commission des politiques spéciales et de la décolonisation</p>
Rapports du Secrétaire général sur le Sahara	<p>Organisation des Nations Unies :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Rapports du Secrétaire général des Nations Unies
Résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU)	<p>Organisation des Nations Unies :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives à la question du Sahara

Souveraineté	<p>Cour Permanente d'Arbitrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Affaire de l'Île de Palmas (Etats Unis c. Pays Bas), 4 avril 1928.
Territoires non autonomes	<p>Organisation des Nations Unies :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies : <ul style="list-style-type: none"> • Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, A/RES/1514 (XV) • La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, A/RES/1654(XVI) • La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, A/RES/1810(XVII) • Question d'Ifni et du Sahara espagnol, A/RES/2072(XX) • Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, A/5448/Rev.1 • Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, A/5800/Rev.1
Zone contiguë	<p>Organisation des Nations Unies :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Montego Bay, 10 décembre 1982, Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1834, n°. 31363, p. 3, art. 2)33).
Zone économique exclusive	<p>Organisation des Nations Unies :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Montego Bay, 10 décembre 1982, Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1834, n°. 31363, p. 3

1. La première série de pourparlers directs entre le Maroc et le *polisario* s'est déroulée à Lisbonne le 23 juin 1997. La seconde à Londres les 19 et 20 juillet 1997. La troisième s'est tenue à nouveau à Lisbonne, les 29 et 30 août 1997. La quatrième, enfin, a été organisée à Houston, du 14 au 16 septembre. V. : Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation au Sahara, 24 septembre 1997, S/1997/742, §§ 7 à 12.
2. Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation au Sahara, 24 septembre 1997, S/1997/742, §12. Les documents approuvés pendant ces pourparlers ont été annexés à ce rapport (Annexe III).
3. Rapport du Secrétaire général des Nations Unies (S/2012/197), paragraphe 92.
4. Declaración de principios entre España, Marruecos y Mauritania sobre el Sahara Occidental, Madrid, 14 novembre 1975, Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 988, n°14450, p. 258
5. Assemblée générale des Nations Unies, Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, A/RES/2625 (XXV), 24 octobre 1970, Cinquième principe.
6. Assemblée générale des Nations Unies, Principes qui doivent guider les États Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, leur est applicable ou non, A/RES/1541 (XV), 15 décembre 1960, Principe VII.
7. Ibid, Principe VI.
8. Assemblée générale des Nations Unies, Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, A/RES/1514 (XV) , 14 décembre 1960, §6.
9. Assemblée générale des Nations Unies, Principes qui doivent guider les États Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, leur est applicable ou non, A/RES/1541 (XV), 15 décembre 1960, Principe XI.
10. Charte des Nations Unies, article 33.
11. Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies, Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de l'Algérie (CCPR/C/DZA/CO/4), 17 août 2018, §9.
12. Human Rights Watch, Human Rights in Western Sahara and in the Tindouf Refugee Camps, 2008, pp. 8-9.
13. Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Sahrawi Refugees in Tindouf, Algeria: Total In-Camp Population, mars 2018, p.5.
14. Ibid. p.14.
15. Rapports du Secrétaire général des Nations Unies adressés au Conseil de sécurité, S/2017/307 §61 et S/2018/277 §61.
16. Voir, par exemple, les rapports du Secrétaire général des Nations Unies : S/2019/787 §85 et S/2018/277 §60.
17. Rapports du Secrétaire général des Nations Unies S/2020/938 §86.
18. Office européen de lutte antifraude (OLAF), Report embezzlement of the EU humanitarian aid funds intended to the refugees in the camps of Tindouf, déclassifié en 2015.
19. <https://www.cndh.org.ma/fr/commissions-regionales-des-droits-de-lhomme/presentation-missions-et-mandat-territorial-de-chaque>

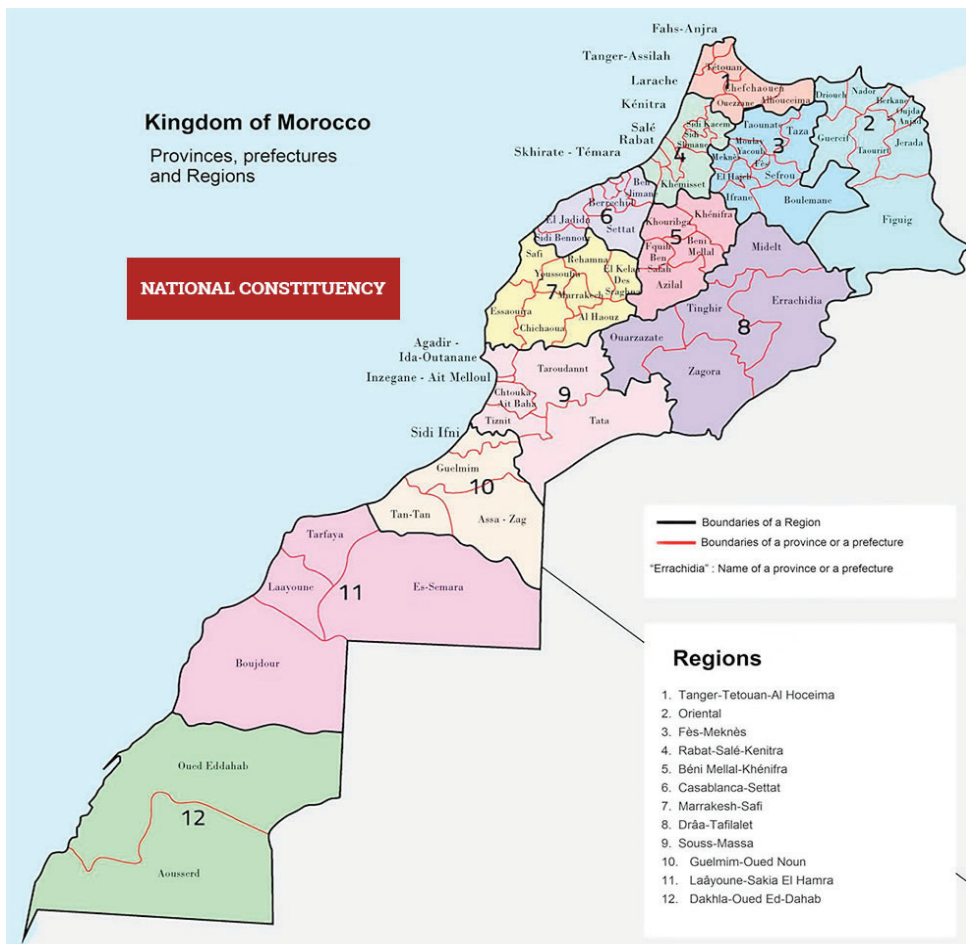
20. Royaume du Maroc : Dahir n°1-06-81 du 26 mars 2006
21. Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara, point 5.
22. Ibid, point 13.
23. Nations Unies, Rapport du Secrétaire général soumis au Conseil de sécurité, S/2018/889 du 3 octobre 2018, § 21.
24. Explication du vote de M. Nicolas de RIVIERE, représentant permanent de ma France auprès des Nations Unies, 30 octobre 2020.
25. " We view Morocco's autonomy plan as serious, credible and realistic, and it represents one potential approach to satisfy the aspirations of the people in western Sahara to run their own affairs with peace and dignity". Discours de Mme. Kelly CRAFT, Ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, 30 octobre 2020.
26. "the United States recognizes Moroccan sovereignty over the entire Western Sahara territory and reaffirms its support for Morocco's serious, credible, and realistic autonomy proposal as the only basis for a just and lasting solution to the dispute over the Western Sahara territory. The United States believes that an independent Sahrawi State is not a realistic option for resolving the conflict and that genuine autonomy under Moroccan sovereignty is the only feasible solution. We urge the parties to engage in discussions without delay, using Morocco's autonomy plan as the only framework to negotiate a mutually acceptable solution." Présidence des Etats-Unis d'Amérique, Proclamation on Recognizing The Sovereignty Of The Kingdom Of Morocco Over The Western Sahara, 4 décembre 2020.
27. Assemblée générale des Nations Unies, Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, A/RES/1514 (XV), 14 décembre 1960, §6.
28. Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara, points 22 à 25.
29. Rapport du Secrétaire général des Nations Unies(S/2012/197), paragraphe 92.
30. Rapport du Secrétaire général des Nations Unies S/2012/197, 5 avril 2012, §§ 11-15, 22-25.
31. Rapport du Secrétaire général des Nations Unies, S/2018/889, 3 octobre 2018, § 27.
32. Rapport du Secrétaire général des Nations Unies, S/2019/787, 2 octobre 2019, § 19.
33. Convention de La Haye du 29 juillet 1899 sur le règlement pacifique des conflits, article 4.
34. Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara, points 19 à 23.
35. Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Montego Bay, 10 décembre 1982, Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1834, n°. 31363, p. 3, article 76
36. <https://minurso.unmissions.org/chronology-events>
37. Discours de Feu Sa Majesté le Roi Hassan 2 à l'occasion du 13ème anniversaire de la Marche verte, 6 novembre 1988.
38. Rapport de l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale sur sa mission au Maroc, 27 avril 2016 (A/HRC/32/43/Add.1). Accessible en ligne : <https://undocs.org/fr/A/HRC/32/43/Add.1>
39. Conseil des droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies, Report of the Human Rights Council on its thirty-sixth session, A/HRC/36/2, 14 juin 2018, §865.
40. Ibid. §868.

41. Assemblée Générale des Nations Unies, Lettre datée du 26 février 1976, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies, A/31/56-S/11997.
42. Discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI à l'occasion du 39ème anniversaire de la Marche Verte, 6 novembre 2014.
43. Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI à l'occasion du 45ème anniversaire de la Marche Verte, 7 novembre 2020.
44. "The United States believes that an independent Sahrawi State is not a realistic option for resolving the conflict and that genuine autonomy under Moroccan sovereignty is the only feasible solution." Présidence des Etats-Unis d'Amérique, Proclamation on Recognizing The Sovereignty Of The Kingdom Of Morocco Over The Western Sahara, 4 décembre 2020.
45. Cour Permanente d'Arbitrage, Affaire de l'Île de Palmas (Etats Unis c. Pays Bas), 4 avril 1928.
46. "the United States recognizes Moroccan sovereignty over the entire Western Sahara territory and reaffirms its support for Morocco's serious, credible, and realistic autonomy proposal as the only basis for a just and lasting solution to the dispute over the Western Sahara territory. The United States believes that an independent Sahrawi State is not a realistic option for resolving the conflict and that genuine autonomy under Moroccan sovereignty is the only feasible solution. We urge the parties to engage in discussions without delay, using Morocco's autonomy plan as the only framework to negotiate a mutually acceptable solution. To facilitate progress toward this aim, the United States will encourage economic and social development with Morocco, including in the Western Sahara territory, and to that end will open a consulate in the Western Sahara territory, in Dakhla, to promote economic and business opportunities for the region " Présidence des Etats-Unis d'Amérique, Proclamation on Recognizing The Sovereignty Of The Kingdom Of Morocco Over The Western Sahara, 4 décembre 2020.
47. Charte des Nations Unies, article 73.
48. Assemblée générale des Nations Unies, Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, A/5448/Rev.1, 30 octobre 1963, pp. 384 et s.
49. Assemblée générale des Nations Unies, Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, A/5800/Rev.1, janvier 1965, pp. 298-303.
50. Assemblée générale des Nations Unies, Question d'Ifni et du Sahara espagnol, A/RES/2072(XX), 16 décembre 1965.
51. Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, art. 33(2).
52. Commission Staff Working Document Accompanying the document Proposal for a Council decision on the conclusion of an agreement in the form of an exchange of letters between the European Union and the Kingdom of Morocco on amending Protocols 1 and 4 of the Euro-Mediterranean Agreement establishing an association between the European Communities and their Member States, of the one part, and the Kingdom of Morocco, of the other part, COM(2018)481final.

GLOSSARY OF THE MOROCCAN SAHARA ISSUE

Kingdom of Morocco
Provinces, prefectures
and Regions

NATIONAL CONSTITTUENCY



— Boundaries of a Region
— Boundaries of a province or a prefecture
"Errachidia" : Name of a province or a prefecture

- Regions**
1. Tanger-Tetouan-Al Hoceima
 2. Oriental
 3. Fès-Meknès
 4. Rabat-Salé-Kénitra
 5. Béni Mellal-Khénifra
 6. Casablanca-Settat
 7. Marrakesh-Safi
 8. Drâa-Tafialet
 9. Souss-Massa
 10. Guelmim-Oued Noun
 11. Laâyoune-Sakia El Hamra
 12. Dakhla-Oued Ed-Dahab

Houston Agreement / Peace Agreement

Agreements concluded on September 16 1997, at the Houston Rice University Baker Institute of Public Policy, following the fourth series of direct talks¹ between Morocco and the Frente Polisario, during which the two protagonists” reached agreement on the code of conduct for the referendum campaign and on a declaration of the parties relating to the authority of the United Nations during the transitional period. In addition, they agreed to a set of practical measures for the resumption of the identification process.”²

The agreed measures have been implemented until “The complete suspension of referendum activities in 2003. “³

Madrid Accords

Usual denomination of the joint statement of Principles concerning the *so-called Western Sahara [before its recovery by Morocco]*, dated November 14 1975, between Morocco, Mauritania and Spain, whose original language is Spanish. Entered into force on November 19,1975, the Declaration was registered by Morocco with the United Nations General Secretariat on December 9, 1975, and included in the United Nations Treaty Collection of the same year.

According to the said Declaration:

“1. Spain confirms its resolve, repeatedly stated in the United Nations, to decolonize the Territory of Western Sahara by terminating the responsibilities and powers which it possesses over that Territory as administering Power.

“2. In conformity with the aforementioned determination and in accordance with the negotiations advocated by the United Nations with the affected parties, Spain will proceed forthwith to institute a temporary administration in the Territory, in which Morocco and Mauritania will participate in collaboration with the Yema’a and to which will be transferred all the responsibilities and powers referred to in the preceding paragraph. It is accordingly agreed that two Deputy Governors nominated by Morocco and Mauritania shall be appointed to assist the Governor-General of the Territory in the performance of his functions. The termination of the Spanish presence in the Territory will be completed by February 28 1976 at the latest.”⁴

The Madrid Agreements, which reinstated the exercise of sovereignty to Morocco, are consistent with international law. They were approved by the local population (Jemaâ) in accordance with a United Nations resolution adopted at that time regarding the consultation of the populations within the framework of the application of the right to self-determination to colonial territories.

Self-determination

Article 1 of the Charter of the United Nations defines self-determination, or the right of peoples to self-determination as follows: “all peoples have the right to determine, without external interference, their political status and to pursue their economic, social and cultural development”⁵.

In practice, self-determination is the “free and voluntary choice by the people of the territory concerned expressed through informed and democratic processes”⁶. This may take the form of a popular consultation by vote, or consultation with representatives of the population such as tribal chiefs...

At the end of this process and under the terms of UN General Assembly Resolution 1541, “a Non-Self-Governing Territory can be said to have reached a full measure of self-government by:

1. Emergence as a sovereign independent State;
2. Free association with an independent State; or
3. Integration with an independent State.”⁷.

These rules had been reaffirmed by Resolution 1514 (XV) adopted on December 14, 1960 by the General Assembly of the United Nations and entitled *Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples* as well as Resolution 1541 (XV) adopted on December 15, 1960, considered as complementary to Resolution 1514.

For Morocco, the latter is important insofar as, while affirming all peoples’ right to self-determination, it established the safeguarding of national unity and the territorial integrity of nations. Indeed, paragraph 6 of UN General Assembly Resolution 1514 states that: “Any attempt at the partial or total disruption of the national unity and the territorial integrity of a country is incompatible with the purposes and principles of the Charter of the United Nations.”⁸

Two elements, at least, confirm that the Sahrawi people have expressed themselves in favor of belonging to Morocco: on the one hand, the allegiance of the Sahrawi tribal chiefs to the King of Morocco on August 14, 1979, and, on the other hand, the adherence to the democratization process in Morocco.

Indeed, the results of the four elections held in Morocco between 2002 and 2016 recorded an average voter turnout in the southern provinces of 54%, well above the national average of 44% for all four elections.

Autonomy

By virtue of constitutional provisions, the autonomous regions are vested with “self-government in economic, social and educational matters through freely elected institutions”⁹.

Autonomy, therefore, implies the devolution and not the decentralization of certain powers and the creation of institutions specific to the Region. Central Government keeps legal supremacy and subsidiary powers, and the autonomous Region cannot have an international legal personality.

Autonomy remains the only possible option in the Sahara, not only because Morocco exercises sovereignty over the Territory, but also because such autonomy guarantees the stability of the Region, in accordance with the new paradigm which considers that the right to self-determination has ceased to be a right to independence and become a right to democracy, particularly in the form of territorial autonomy.

Territorial autonomy is the enjoyment, by a human community, of autonomous, legislative, executive, and, possibly, judicial powers guaranteed by the Central Government in the exercise of territorial democracy.

Baker I : (Designed in 2000, but never submitted to the Security Council)

The Baker I Plan, which was developed following the Houston Agreement, proposed autonomy for the Sahara, while foreign affairs and defense were to remain the Central Government's responsibility. Morocco accepted the plan. Algeria and the *Polisario* rejected it.

Baker II : (May 2, 2003)

The Baker II Plan proposed a referendum including the option of independence after five years of autonomy. Morocco rejected this proposal.

Berm

This term refers to the 2,720 kilometer-long defense embankment, commonly named *the wall*, built by the Royal Armed Forces between 1980 and 1987. It allowed Morocco to control the military situation on the ground and secure the entire Territory west of it.

The Berm is in no way a border of Morocco. The Moroccan Sahara, i.e., The Southern Provinces, extends to the border with Algeria.

Good offices

Although not explicitly mentioned in Article 33 of the United Nations Charter relating to the peaceful settlement of conflicts, good offices are a procedure fulfilling the same purpose. Article 33 states that:

"1. The parties to any dispute, the continuance of which is likely to endanger the maintenance of international peace and security, shall, first of all, seek a solution by negotiation, enquiry, mediation, conciliation, arbitration, judicial settlement, resort to regional agencies or arrangements, *or other peaceful means of their own choice*.

"2. The Security Council shall, when it deems necessary, call upon the parties to settle their dispute by such means."¹⁰

Good offices are part of the "other peaceful means" provided for in Article 33 and consist of a third party (Government, independent figure ...) offering their mediation and conducting efforts to bring closer the parties' views to a dispute or conflict before entering into direct negotiations.

Tindouf Camps

These are five camps set up from 1975-1976 in a desert, arid Region in south-west Algeria, near Tindouf. Most of their inhabitants live in harsh conditions and remain heavily dependent on international humanitarian aid.

Although relevant international conventions provide for the protection of these populations by the host State, namely Algeria, the Polisario administers these camps and manages justice there through courts and prisons it instated.

In a 2018 report on the implementation of the International Covenant on Civil and Political Rights in Algeria, the United Nations Human Rights Committee is concerned "by the de facto devolution [*by Algeria*] of authority to the *Frente Polisario*, especially jurisdictional authority, as such a situation is inconsistent with the State party's obligation to respect and guarantee all Covenant rights for all persons within its Territory. It is also concerned by the reports that, as a result of the foregoing, victims of violations of Covenant provisions in the camps at Tindouf do not have access to an effective remedy in the State party's courts (art. 2)"¹¹.

The 2008 Human Rights Watch report states that: “A disquieting trait of the human rights situation in the Tindouf camps is the isolation of the population and the lack of regular, on-the-ground human rights monitoring.” The report continues, “Algeria has effectively abdicated responsibility for human rights violations committed by the *Polisario* on Algerian Territory. This is impermissible: the international community must hold the Government of Algeria, along with the *Polisario*, accountable for any *Polisario* violations committed in Algeria.”¹².

The number of inhabitants in these camps is unknown, as the United Nations has never been allowed to conduct a census there, which has resulted in conflicting estimates. Thus, the *Polisario* released data asserting 173,600 as of December 31, 2017¹³, 75% of whom are vulnerable¹⁴. The United Nations Office of the High Commissioner for Refugees estimates the population in need of assistance at only 90,000 people¹⁵.

Besides, subsequent reports of the United Nations Secretary General underline the difficulties encountered by humanitarian agencies in meeting these inhabitants’ needs because of financial problems¹⁶, accentuated by the Covid-19 crisis¹⁷. These difficulties are aggravated by international humanitarian aid’s embezzlement by the *Polisario*, as reported by international organizations¹⁸.

Compensation

The Moroccan Initiative for negotiating an autonomy statute for the Sahara region states that would not this Region have sufficient financial resources to achieve its development objectives, the Central Government will provide it with the additional funds, based on the national solidarity principle.

Contiguous Zone

“The contiguous zone may not extend beyond 24 nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea is measured”.¹⁹ The coastal State may “exercise the control necessary to:

1. prevent infringement of its customs, fiscal, immigration, or sanitary laws and regulations within its Territory or territorial sea;
2. punish infringement of the above laws and regulations committed within its Territory or territorial sea. “

This control concerns, among other things, archaeological objects and others of historical origin discovered at sea.

Military Force Commander (MINURSO)

Under the authority of the Special Representative of the Secretary-General of the United Nations, the head of the military component directs the operations of MINURSO officers and soldiers in monitoring the ceasefire (ground and air patrols, supplying and redeploying of peacekeepers to team sites), demining when necessary, and accompanying the Special Representative of the Secretary-General of the United Nations and other UN officials during missions carried out in the Territory...

Regional Human Rights Commissions (CRDH)

Two regional commissions of the National Council for Human Rights of Morocco have been established in the regions of Dakhla-Ouad Eddahab (provinces of Dakhla and Aousserd)and that of Laâyoune-Sakia El Hamra (Provinces of Es-Smara, Boujdour, Laâyoune, and Tarfaya).

The regional commissions of the National Council for Human Rights “are responsible for monitoring and controlling the human rights situation at the regional level and for receiving complaints of alleged human rights violations addressed to them. They prepare special or periodic reports on the measures taken to deal with cases and complaints of a regional or local nature.

[They] also ensure the implementation of the [national] Council's programs and projects for the promotion of human rights, in close collaboration with all the actors concerned at the regional level, including in particular associations working in the field of human rights and regional human rights observatories.

[They] contribute, under the supervision of the Council, to encouraging and facilitating the creation of regional human rights observatories bringing together within them associations and personalities active in the field of human rights, coming from different intellectual and cultural currents and having made meritorious contributions to the consolidation of the values of responsible citizenship.”²⁰

The Southern Provinces' regional commissions play a significant role in assessing the real human rights situation and presenting it to foreign associations, international and UN delegations whose views were previously biased by the discourse of the *Polisario* and minority activists.

Human development in the southern provinces, measured by the UNDP Human Development Index (HDI), has considerably improved over the last four decades. This index rose by 1.97%, from 0.384 in 1980 to 0.576 in 2004, to reach 0.643 in 2014, whereas the national index rose by 1.1%, reaching 0.628.

CORCAS

Created by His Late Majesty King Hassan II, the Royal Advisory Council for Saharan Affairs was overhauled in 2006²¹.

According to its constitutive Dahir, the Council is called upon, among other things, to issue advisory opinions on issues of a general or special nature relating to the defense of territorial integrity and national unity as well as to the integrated human economic, and social development of the southern provinces.

Its members are appointed by His Majesty the King for a term of four years. They are chosen from among parliamentarians, presidents of regional councils, presidents of provincial assemblies, and presidents of the professional chambers of the southern provinces during their term of office.

Besides these, there are members who are elected by their respective tribes (the *Chioukh*), members of civil society associations and youth organizations from the southern provinces, representatives of Moroccan nationals from these provinces living abroad and those sequestered in Tindouf, representatives of operators and socio-economic organizations and personalities known for their ability and probity.

Personal Envoy of the Secretary-General of the United Nations

The Personal Envoy is an important personality who has held high political or diplomatic positions. He is appointed by the Secretary-General of the United Nations to work with the parties to the conflict, in this case Morocco, *Polisario* and neighbouring countries, namely Mauritania and Algeria, although the latter is actually a Party to the conflict, as well as other concerned or interested countries such as the States of the Group of Friends of the Sahara, with a view to finding a just and lasting political solution in accordance with UN Security Council resolutions.

Successive Personal Envoys were James Baker III (1997-2004), Peter Van Walsum (2005-2007), Christopher Ross (2009-2017) and Horst Köhler (2017-2019).

Financing of the Autonomous Region

By virtue of the 2007 Moroccan Initiative for Negotiating an Autonomy Statute for the Sahara Region, the population of the Sahara “will have the financial resources necessary for the development of the region in all areas.”²²

“The Autonomous Region of the Sahara will have the financial resources necessary for its development in all areas. These resources will notably consist of:

- Taxes, duties and territorial contributions issued by the competent bodies of the Region.
- Revenues from the exploitation of natural resources allocated to the Region.
- The part of the revenues from natural resources located in the Region and collected by the State.
- The necessary resources allocated within the framework of national solidarity.
- The revenues from the assets of the Region.”²³

Morocco has been investing considerably to upgrade the Region’s development level since 1975. An ambitious *plan* of 77 billion dirhams (8 billion dollars), launched in 2015, is dedicated to the Region’s infrastructure -improving the road network, constructing fishing ports and a seawater desalination plant, etc.-, the expansion of medical services and health care, and so on.

In his report of October 3 2018, addressed to the United Nations Security Council, the Secretary-General of the United Nations noted the “progress made in the fields of education and health as well as in the economic field”²⁴, as reported by local elected officials.

The Initiative refers to the Moroccan proposal, submitted to the General Secretariat of the United Nations in April 2007, to definitely settle the Sahara conflict on a win-win basis, where the Moroccan State would keep the main sovereign prerogatives (foreign affairs, national defense, religious affairs...) and where the Sahara Region would enjoy broad powers allowing Moroccan Sahrawi citizens to manage their own economic, social and cultural affairs. Besides, they would be associated with national domestic and foreign policy. They would benefit from the country’s active solidarity in development when the Region’s resources are insufficient.

The Region would have its autonomous elected Parliament, a government, a judiciary that would ensure respect for Sahrawi laws and customs and development of the Hassani culture and language. The population would also be represented in the national Parliament.

This Initiative has been deemed credible by the international community on several occasions. For example, during the Security Council meeting devoted to the Sahara issue in October 2020, the French Ambassador recalled that “France considers that the Moroccan Autonomy Plan of 2007 constitutes a serious and credible basis for discussion with a view to resuming dialogue”²⁵.

For her part, the Representative of the United States said “We view Morocco’s autonomy plan as serious, credible and realistic, and it represents one potential approach to satisfy the aspirations of the people in Western Sahara to run their own affairs with peace and dignity”²⁶.

This position was reaffirmed in the Proclamation on Recognizing Morocco's sovereignty over the Sahara, formalized by the President of the United States on December 4, 2020. Under the terms of this Proclamation, "The United States recognizes Moroccan sovereignty over the entire Western Sahara territory and reaffirms its support for Morocco's serious, credible, and realistic autonomy proposal as the only basis for a just and lasting solution to the dispute over the Western Sahara territory. The United States believes that an independent Sahrawi State is not a realistic option for resolving the conflict and that genuine autonomy under Moroccan sovereignty is the only feasible solution. We urge the parties to engage in discussions without delay, using Morocco's autonomy plan as the only framework to negotiate a mutually acceptable solution"²⁷.

Territorial integrity

Inseparable from the notion of sovereignty, territorial integrity can be understood as the sovereign right of existence of the State and assimilated to the principle of inviolability of Its Territory.

In this case, Morocco's territorial integrity means its geographical unity within Its borders vis-à-vis neighboring countries: Algeria, Spain, and Mauritania. It covers the entire Sahara, up to Mauritania's borders to the south and Algeria to the East.

Paragraph 6 of UN General Assembly Resolution 1514 states that: "Any attempt at the partial or total disruption of the national unity and the territorial integrity of a country is incompatible with the purposes and principles of the Charter of the United Nations."²⁸

Joint Mission Analysis Centre (JMAC)

The Joint Mission Analysis Centre (JMAC), established in 2005 by the United Nations, is a multi-disciplinary structure responsible for conducting integrated analysis for senior management in peacekeeping missions (including Special Representatives of the Secretary-General of the United Nations).

The Joint Mission Analysis Centre collects information from field missions and produces "fine-tuned" analyses to support their activities. The organizational structure of each JMAC varies from one mission to another; what is common to all is that analysts interpret the information collected by civil affairs officers (civil component, including MINURSO's political office).

Regional justice

The Moroccan Initiative provides that:

22. "Courts may be set up by the Regional Parliament to give rulings on disputes from enforcement of norms enacted by the competent bodies of the Sahara autonomous Region. These courts shall give their rulings with complete independence, in the name of the King.
23. "As the highest jurisdiction of the Sahara autonomous Region, the high regional court shall give final decisions regarding the interpretation of the Region's legislation, without prejudice to the powers of the Kingdom's Supreme Court or Constitutional Council.
24. "Laws, regulations, and court rulings issued by the bodies of the Sahara autonomous Region shall be consistent with the Region's autonomy statute and with the Kingdom's Constitution.
25. "The Region's populations shall enjoy all the guarantees afforded by the Moroccan Constitution in the area of human rights as they are universally recognized."²⁹

Mandate of MINURSO

This mandate sets the activities of MINURSO in the Sahara Territory, based on Resolution S/RES/690(1991) and Military Agreement No. 1.

On the field, MINURSO implements the resolutions and directives it receives from, among others, the United Nations Department of Peace Operations and the Department of Political Affairs.

There are two phases in the mandate entrusted to MINURSO by Resolution 690 (1991).

❖ Initially, this mandate stipulated that MINURSO would:

- monitor the ceasefire;
- verify the reduction of Moroccan troops in the Territory;
- monitor the confinement of Moroccan and Frente *Polisario* troops to designated locations;
- take steps with the parties to ensure the release of all Western Saharan political prisoners or detainees;
- oversee the exchange of prisoners of war, to be implemented by the International Committee of the Red Cross (ICRC);
- repatriate the refugees of Western Sahara, a task to be carried out by the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR);
- identify and register qualified voters;
- organize and ensure a free and fair referendum and proclaim the results;
- reduce the threat of unexploded ordnances and mines.

❖ The second phase, since 2003:

The UN Secretary-General concluded to “The complete suspension of referendum activities in 2003”³⁰. Therefore, the Mission mandate has been reduced to:

- monitor the ceasefire;
- the application of measures to support the process under a mandate periodically renewed by the Security Council; and, since the Baker plans failure in 2004, administrative and logistical support, civilian police, and support for the confidence-building measures program conducted under the supervision of the Office of the UN High Commissioner for Refugees.

Manhasset (Greentree Estate)

The US location in the suburbs of New York where peace talks and negotiations between Morocco and the *Polisario*³¹ resumed from 2007 to 2012 after Morocco deposited its Initiative for a Large Autonomy for the Sahara Region in 2007.

In the same vein, only one meeting was held in Vienna in 2009.

Geneva negotiations

In December 2018³² and March 2019³³, two rounds of negotiations were held in Geneva, Switzerland, in which took part representatives of Morocco, *Frente Polisario*, Algeria and Mauritanie.

Mediator

Under Article 4 of the Hague Convention of July 29 1899 on the pacific settlement of disputes, “The part of the mediator consists in reconciling the opposing claims”³⁴ of parties to a conflict.

Article 33 of the United Nations Charter provides that mediation as a means of the peaceful settlement of conflicts.

The Personal Envoys of the Secretary-General of the United Nations have often acted as mediators because of their neutral positioning.

Territorial sea

The sea zone contiguous to the land territory of a State over which the sovereignty of that State applies.

The sovereignty of the coastal State applies to the territorial waters, the sea-beds, and the overlying airspace. The only restriction imposed is that arising from the right of innocent passage. The coastal State must allow foreign vessels to navigate its territorial waters, as long as it is a continuous and rapid passage and does not undermine its peace, good order, and security.

According to the United Nations Convention on the Law of the Sea, every State is entitled to determine its territorial sea’s breadth within the limit of 12 nautical miles, measured from the baselines. This principle does not apply, however, when the coasts of two States are opposite. In this case, unless the Parties agree otherwise, a median line, every point of which is equidistant from the nearest points on the baselines, shall delimit the territorial seas of each State.

The delimitation of Morocco’s territorial sea was laid down through Law 37.17, adopted by the Parliament on January 22, 2020 and promulgated by Dahir on March 5, 2020. This delimitation applies to the entire maritime space of the Kingdom.

MINURSO

Acronym (in French) for The United Nations Mission for the organization of a Referendum in “*Western Sahara*” established in Laâyoune in April 1991. It is composed of military troops, civilian police, and civilian staff from the United Nations. As of September 2020, the total number of its personnel was 196, including 168 military observers and 27 troops.

Autonomous bodies

According to the Moroccan Initiative for Negotiating an Autonomy Statute for the Sahara Region:

“19-The Parliament of the Sahara autonomous Region shall be made up of members elected by the various Sahrawi tribes and of members elected by direct universal suffrage, by the Region’s entire population. There shall be adequate representation of women in the Parliament of the Sahara autonomous Region.

“20-Executive authority in the Sahara autonomous Region shall lie with a Head of Government, to be elected by the regional Parliament. He shall be invested by The King. The Head of Government shall be the Representative of the State in the Region.

“21-The Head of Government of the Sahara autonomous Region shall form the Region’s Cabinet and appoint the administrators needed to exercise the powers devolving upon him, under the present autonomy Statute. He shall be answerable to the Region’s Parliament.

“22- Courts may be set up by the regional Parliament to rule on disputes arising from enforcement of norms enacted by the competent bodies of the Sahara autonomous Region. These courts shall give their rulings with complete independence, in the name of The King.

“23-As the highest jurisdiction of the Sahara autonomous Region, the high regional court shall give final decisions regarding the interpretation of the region’s legislation, without prejudice to the powers of the Kingdom’s Supreme Court or Constitutional Council.”³⁵

Continental shelf of the Sahara/off the Sahara

According to the United Nations Convention on the Law of the Sea, “The continental shelf of a coastal State comprises the sea-bed and subsoil of the submarine areas that extend beyond its territorial sea throughout the natural prolongation of its land territory to the outer edge of the continental margins or to a distance of 200 nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea is measured where the outer edge of the continental margin does not extend up to that distance.”³⁶.

The coastal State has on its continental shelf, once delimited with neighboring States, the exclusive right to exploit mineral resources (hydrocarbons, polymetallic nodules, ...) of the soil and subsoil.

The Kingdom’s continental shelf has yet to be delimited, particularly with Spain (the Canary Islands) and Mauritania.

Polisario (Front)

Abbreviated from Frente Popular por la Liberación de Saguía el Hamra y Río de Oro (Popular Front for the Liberation of Saguia Al Hamra and Rio de Oro), a dissident movement created in Rabat in 1973³⁷ by El-Ouali Moustapha Sayed.

Following His Majesty King Hassan II’s appeal in 1988, “The homeland is merciful and forgiving”³⁸, many high-ranking *Polisario* officials and executives gave up their activities and returned to the bosom of the motherland.

Polisario is not the sole representative of the Sahrawi people. The vast majority of the latter live in the southern provinces of Morocco, participate in all elections, and are represented at the national and regional levels.

As for the populations in the Tindouf camps in Algeria, their numbers have never been precisely established due to Algeria’s rejection of any census operation, despite the United Nations’ insistence.

Principle of solidarity

National solidarity means that the State, possibly some of its extensions or subdivisions (regions, provinces, public institutions), takes action to assist or upgrade a region that does not have the same resources or the same financial means in particular, compared to other regions. The Moroccan Initiative provides for the implementation of this principle for the benefit of the Sahara autonomous Region.

Special (UN) Procedures

The Special Procedures are a mechanism of the United Nations Human Rights Council, supported by the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), which allows the United Nations to collect information about the human rights situation in the Member States through fact-finding missions to the field and to take appropriate action, in accordance with the prerogatives of each mechanism and the international commitments of Member States in the respective areas of each mechanism. There are country procedures and thematic procedures.

Special Rapporteurs, Independent Experts, Working Groups, and (special) Representatives of the Secretary-General carry out these procedures. They serve in their personal capacity, commit to maintaining their independence, effectiveness, competence, and integrity with probity, impartiality, honesty, and good faith.

The procedures were applied to the Sahara issue. Morocco has voluntarily consented to them, throughout Its Territory, including the Sahara, for various reasons, including Its irreversible commitment to the process of democratization and respect for human rights.

- ❖ The United Nations Independent Expert on Human Rights and International Solidarity visited Morocco between January 15 and 20, 2016. In her report to the UN Human Rights Council, she “acknowledges and commends the progress of Morocco in the field of governance, and human development and welcomes, in particular, the recognition of human rights and the importance accorded to solidarity and cooperation in the Constitution. She recognizes the efforts of Morocco with regard to establishing participatory sustainable development. She encourages the Government to continue refining its national development initiatives through a well-integrated approach to development and cooperation, at both the national and international levels, and more harmonized action towards the attainment of the new Sustainable Development Goals by 2030”³⁹.

Other mechanisms that visited Morocco upon acceptance or invitation:

- ❖ The United Nations Working Group on Arbitrary Detention, 9 to December 18, 2013;
- ❖ The Special Rapporteur on trafficking in persons, especially women and children, 17 to June 21, 2013;
- ❖ The Special Rapporteur on Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, 15 to September 22, 2012;
- ❖ The Working Group on Discrimination against Women in Law and Practice, February 13-20, 2012.

Within the framework of these visits, the United Nations experts have regularly visited the southern provinces of the Kingdom. Their reports underline the progress in the democratization process and the efforts made to integrate citizens, particularly those of these provinces, into the country’s political life.

Besides, foreign parliamentary delegations regularly visit the southern provinces to inquire about the situation therein.

This is in stark contrast with the situation in the Tindouf camps. Indeed, in the report of its 36th regular session, the United Nations Human Rights Council stated that regarding the situation in the Tindouf camps, the:

The “African Development Association regretted the lack of investigation of cases of enforced disappearances, including in the Tindouf camps. It referred to documented cases of torture against human rights defenders and opponents. It noted human rights violations against residents of the Tindouf camps, including the rights to life, freedom of association, expression and demonstration, as well as to health and food.”⁴⁰

The “Organisation Internationale pour le Développement Intégral de la Femme referred to allegations of human rights violations in the South West of the country and in the Tindouf camps, including with regard to the rights to life, liberty and security, education, health, and housing. It requested Algeria to recognize the violations committed since its independence and to take moral and legal responsibility for the situation in the Sahara and to provide remedies to victims. It urged Algeria to implement the recommendations of special procedures that visited the Tindouf camps.”⁴¹

Southern Provinces Development Programme (2015-2021)

His Majesty King Mohammed VI launched this Programme was on November 6, 2015. With an amount of 77 billion dirhams (the equivalent of 8 billion dollars) and aimed at accelerating the development and the socio-economic integration of the Sahara (*New Development Model for the Southern Provinces*), the programme is designed, in particular, around structuring projects such as the Tiznit-Laâyoune-Dakhla expressway, the fishing port of Lamhiriz and the Dakhla-Atlantic port. The Programme also provides a maritime line of coastal navigation dedicated to the transport of goods between Casablanca and Dakhla and the reopening of the two maritime lines linking the Canary Islands to Tarfaya and Laâyoune. Besides, a Teaching hospital in Laâyoune and a technological pole in Fom El Oued have been built. By the end of 2018, this programme was achieved at a rate of 48%.

Administering Power

The Administering Power is the State responsible for the administration of a United Nations Trust Territory under Chapter XII of the United Nations Charter and by a trusteeship agreement or a Non-Self-Governing Territory under Chapter XI of the same Charter.

Article 73 (e) of the Charter requests the administering powers “*to transmit regularly to the Secretary-General for information purposes, subject to such limitation as security and constitutional considerations may require, statistical and other information of a technical nature relating to economic, social, and educational conditions in the territories for which they are respectively responsible [...]*”.

Spain was the Administering Power of the Sahara before Morocco recovered the latter in 1975. Following its withdrawal from the Territory, Spain declared, in a letter to the UN General Assembly dated February 26 1976, that It considers “*Itself henceforth exempt from any responsibility of an international nature in connection with the administration of the said Territory, in view of the cessation of its participation in the temporary administration established for the Territory*”⁴².

The departure of Spain and the recovery of the Sahara by Morocco fulfilled the decolonization of this Territory. Indeed, as His Majesty King Mohammed VI recalls, “Morocco is in its Sahara and never was an occupying power or an administrative power. It exercises its sovereignty over its territory”⁴³.

Fourth Committee of the UN

The Fourth Committee of the United Nations is a plenary political committee that deals with various topics such as peacekeeping issues, monitoring of special political missions, the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA), and decolonization. It continues to examine the question of the “Western Sahara”, not admitting the Territory has been decolonized by Morocco.

Reports of the Secretary-General on the Sahara

The United Nations Secretary-General is mandated by the UN Security Council to monitor and report regularly to It (variable periodicity) on the situation in the “Territory”. He also reports to the General Assembly.

The reports are prepared with the assistance of MINURSO (Office of the Special Representative of the UN Secretary-General and Force Commander) and with the information it regularly sends to the Department of Peacekeeping Operations (DPKO) at headquarters.

The reports are structured around the evolution of the general political situation, not only in the “territory”, but also in the rest of Morocco and the entire region (statements, events, threats... in Algeria, Mauritania, and the Sahel). They assess the parties’ compliance with the ceasefire, respect of the military agreement No. 1, humanitarian and human rights, relations with the Moroccan authorities and the *Polisario*, mainly whether there is “free interaction of the Mission with the population”. The aim thereof is to achieve a “shift” towards the de facto expansion of its mandate.

In addition to the report on the Settlement Plan S/21360 of June 16, 1990, the other reports addressed to the UN Security Council are the following: **1991:** S/22464; S/23299; **1992:** S/23662, S/24040; S/24464; **1993:** S/25170, S/25818, S/26185, S/26797, S/25818, S/26185, S/26797; **1994:** S/283, S/283/Add.1., S//1994/819, S/1994/1257, S/1420, S/1420/Add.1; **1995:** S/240/1995, S/404/1995, S/779/1995, S/986/1997; **1996:** S/43/1996, S/343/1996, S/1996/674, S/1996/913, S/1996/913/Corr.1; **1997:** S/166/1997, S/358/1997, S/742/1997, S/742/1997/Add.1, S/882/1997, S/1997/882/Add.1, S/1997/974; **1998:** S/35/1998, S/316/98, S/404/1998, S/534/1998, S/634/1998, S/775/1998, S/849/1998, S/997/1998; **1999:** S/88/1999, S/307/1999, S/721/1999, S/1219/1999; **2000:** S/2000/131*, S/2000/461, S/2000/1029; **2001:** S/48/2001, S/398/2001, S/613/2001; **2002:** S/178/2002, S/467/2002; **2003:** S/59/2003*, S/565/2003, S/1016/2003; **2004:** S/2004/39, S/2004/325, S/2004/325 add.1, S/2004/827; **2005:** S/49/2005, S/254/2005, S/648/2005; **2006:** S/249/2006, S/817/2006; **2007:** S/202/2007*, S/385/2007*, S/619/2007; **2008:** S/2008/45, S/2008/251; **2009:** S/2009/200; **2010:** S/2010/175; **2011:** S/2011/249; **2012:** S/2012/197; **2013:** S/2013/220; **2014:** S/2014/258; **2015:** S/2015/246; **2016:** S/2016/355; **2017:** S/2017/307; **2018:** S/2018/277, S/2018/889; **2019:** S/2019/282; S/2019/349; S/2019/787; **2020:** S/2020/938

rasd

Acronym of “*Sahrawi Arab Democratic Republic*”, proclaimed on February 27, 1976 without having, in addition to effective independence, the three constituent elements of the State required by international law, namely, the Territory, the population and the Government.

Thanks to Moroccan diplomacy efforts, under His Majesty King Mohammed VI’s aegis, many countries have withdrawn their recognition of the “RASD”. Others have frozen it. As of November 7, 2020, “the number of countries which do not recognize the fictitious entity stands at 163; that is 85% of UN Member States”⁴⁴.

This figure illustrates how little credit the international community gives to the “*rasd*” existence or the viability of a “*Sahrawi State*”. The United States’ recognition of the Moroccan sovereignty over the Sahara (December 4, 2020) is all the more critical in this regard:

“*The United States believes that an independent Sahrawi State is not a realistic option for resolving the conflict and that genuine autonomy under Moroccan sovereignty is the only feasible solution*”⁴⁵.

Sahara Region / Southern Provinces

The Sahara Region includes the ten following provinces: Guelmim, Assa-Zag, Tan-Tan, Sidi Ifni, Laâyoune, Boujdour, Tarfaya, Es-Semara, Oued Ed-Dahab, and Aousserd.

In accordance with the Moroccan Initiative of a Large Autonomy for the Sahara Region, this Region will serve as a pilot and model for its advanced regionalization.

Special Representative of the UN Secretary- General (UNSG)

The Special Representative of the United Nations Secretary-General has two functions: he is the head of MINURSO, the administrative and military chief of the Mission, who oversees the work of the Force Commander, and also the political Representative of the Secretary-General. In this regard, he carries out political work, assisting and advising the Secretary-General and his Personal Envoy if requested.

The successive Special Representatives of the UN Secretary-General in the Sahara are : Colin Stewart (since December 1, 2017), Kim Bolduc (2014-2017), Wolfgang Weisbrod-Weber (2012-2014), Hany Abdel Aziz (2009-2012), Julian Harston (2007-2009), Francesco Bastagli (2005-2007), Alvaro de Soto (2003-2005), William Lacy Swing (2001-2003), William Eagleton (1999-2001), Robin Kinloch (April – May 1999), Charles Franklin Dunbar (1998-1999), Erik Jensen (1995-1998), SahabzadaYaqub-Khan (1992-1995), Johannes Manz (1990-1992) and Hector Gros Espiell (1988-1990).

Resolutions of the United Nations Security Council (UNSC)

Since the recovery of the Sahara by Morocco, the United Nations Security Council (UNSC) has adopted the following resolutions:

1975: S/RES/ 377 (1975), S/RES/ 379, S/RES/ 380; **1988:** S/RES/ 621; **1990:** S/RES/ 658; **1991:** S/RES/ 690, S/RES/ 725; **1993:** S/RES/ 809; **1994:** S/RES/907; **1995:** S/RES/ 973, S/RES/ 995, S/RES/ 1002, S/RES/1017-1995(22.09.95), S/RES/1033; **1996:** S/RES/1042, S/RES/1056, S/RES/1084; **1997:** S/RES/1108 , S/RES/1133; **1998:** S/RES/1148, S/RES/1163, S/RES/1185, S/RES/1198, S/RES/1204, S/RES/1215; **1999:** S/RES/1224, S/RES/1228, S/RES/1232, S/RES/1235, S/RES/1238, S/RES/1263, S/RES/1282; **2000:** S/RES/1292, S/RES/1301, S/RES/1309, S/RES/1324; **2001:** S/RES/1342, S/RES/1349, S/RES/1359, S/RES/1380; **2002:** S/2002/161, S/RES/1394, S/RES/1406, S/RES/1429; **2003:** S/RES/1463, S/RES/1469, S/RES/1485, S/RES/1495, S/RES/1513; **2004:** S/RES/1523, S/RES/1541, S/RES/1570; **2005:** S/RES/1598, S/RES/1634; **2006:** S/RES/1675, S/RES/1720; **2007:** S/RES/1754, S/RES/1783; **2008:** S/RES/1813; **2009:** S/RES/1871; **2010:** S/RES/1920; **2011:** S/RES/1979; **2012:** S/RES/2044; **2013:** S/RES/2099; **2014:** S/RES/2152; **2015:** S/RES/2218; **2016:** S/RES/2285/2016; **2017:** S/RES/2351 (2017); **2018:** S/RES/2414 (2018), S/RES/2440 (2018); **2019:** S/RES/2468; **2020:** S/RES/2548

Sovereignty

“Sovereignty in the relations between States signifies independence. Independence in regard to a portion of the globe is the right to exercise therein, to the exclusion of any other State, the functions of a State. The development of the national organization of States during the last few centuries and, as a corollary, the development of international law, have established this principle of the exclusive competence of the State in regard to its own Territory in such a way as to make it the point of departure in settling most questions that concern international relations.”⁴⁶.

Morocco's sovereignty over the Sahara is reinforced not only by the historical and political ties that the Kingdom has with this region, but also by the multiple recognitions of the international community. This is the case, for example, of the Proclamation Recognizing Morocco's sovereignty over the Sahara, formalized by the President of the United States on December 4, 2020.

The US Proclamation states:

"The United States recognizes Moroccan sovereignty over the entire Western Sahara territory and reaffirms its support for Morocco's serious, credible, and realistic autonomy proposal as the only basis for a just and lasting solution to the dispute over the Western Sahara territory. The United States believes that an independent Sahrawi State is not a realistic option for resolving the conflict and that genuine autonomy under Moroccan sovereignty is the only feasible solution. We urge the parties to engage in discussions without delay, using Morocco's autonomy plan as the only framework to negotiate a mutually acceptable solution. To facilitate progress toward this aim, the United States will encourage economic and social development with Morocco, including in the Western Sahara territory, and to that end will open a consulate in the Western Sahara territory, in Dakhla, to promote economic and business opportunities for the region"⁴⁷.

By the end of December 2020, 19 countries have already opened a diplomatic representation in the Moroccan Sahara region. These countries are the Union of the Comoros (December 18, 2019), Gambia (January 7, 2020), Gabon and the Republic of Guinea (January 18, 2020), the Central African Republic and Sao Tome and Principe (January 23, 2020), Côte d'Ivoire (January 29, 2020), Djibouti and Burundi (February 28, 2020), Liberia (March 12, 2020), Burkina Faso, Guinea Bissau and Equatorial Guinea (October 23, 2020), Eswatini and Zambia (October 27, 2020), United Arab Emirates (November 4, 2020), Haiti and Bahrain (December 14, 2020) and the Democratic Republic of Congo (December 19, 2020).

Non-Self-Governing Territories

The Charter of the United Nations provides that Member States "which have or assume responsibilities for the administration of territories whose peoples have not yet attained a full measure of self-government recognize the principle that the interests of the inhabitants of these territories are paramount, and accept as a sacred trust the obligation to promote to the utmost, within the system of international peace and security established by the present Charter, the well-being of the inhabitants of these territories"⁴⁸.

To this end, the administering powers must ensure the political, economic, and social progress of these populations, develop their education, and undertake to help them develop their democratic institutions and their capacity to administer themselves. The administering powers must regularly transmit to the Secretary-General information relating to economic, social, and educational conditions in the territories under their administration.

The Sahara was included in the list of Non-Self-Governing Territories, at Morocco's request, as early as 1963⁴⁹, to decolonize the territories occupied by Spain, ten years before the creation of the *Polisario* (1973).

Following the consideration of the Sahara question by the Special Committee on the situation with regard to the implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples in 1964⁵⁰, the United Nations General Assembly adopted Resolution 2072 in 1965 in which it “*urgently requests the Government of Spain, as the Administering Power, to take immediately all the necessary measures, for the liberation of the Territories of Ifni and Spanish Sahara from colonial domination (...)*”⁵¹.

Consequently, the Sahara cannot be considered a Non-Self-Governing Territory since its recovery by Morocco in 1975 along with the Spanish withdrawal. Moreover, the United Nations Organization never required Morocco to report to it on the situation therein under article 73.

By granting advanced autonomy to the Sahara Region, the 2007 Moroccan Initiative offers a valid alternative to holding a referendum, which has proven impossible to organize. The referendum is not the only form of consultation provided for the Sahara population to express their free will.

Exclusive Economic Zone

Under the International Law of the Sea, this zone is located beyond and contiguous to the territorial sea. It may extend up to a maximum of 200 nautical miles from the baselines. The coastal State has sovereign rights over natural resources. It exercises jurisdiction over certain activities for the purpose, among other things, of protecting the environment. It has an obligation to respect other States' rights (arising from the maintenance of certain freedoms of the high seas regime such as the freedom of navigation).

Claiming rights over the exclusive economic zone of the Sahara, the *Polisario* contested the Fisheries Agreement between the European Union and Morocco before the Court of Justice of the European Union (CJEU) and threatened to do so again after the revision of the said agreement, including the waters of the Sahara, validated by the European Parliament on February 12, 2019.

In June 2018, the European Commission and the European External Action Service published a “*Report on benefits for the people of Western Sahara and public consultation on extending tariff preferences to products from Western Sahara*”. They concluded that: “*As in agriculture, extending tariff preferences to those imports would have a major impact on the economy and thus on jobs in the territory*”. They consequently recognized the benefit generated by the exploitation of fisheries resources in the Sahara region for the local populations, thus paving the way for lifting the blockade caused by the Court of Justice of the European Union decision.

Houston Agreement/Peace Agreement	<p>United Nations Organization:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ The UN Secretary-General Report on Western Sahara, September 1997 24, S/742/1997, Annex III.
Madrid Accords	Declaración de principios entre España, Marruecos y Mauritania sobre el Sahara Occidental, Madrid, 14 November 1975, United Nations Treaty Collection, vol. 988, n14450°, p. 258,
Self-determination	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Charter of the United Nations (Article 1a. 2) ❖ UN General Assembly Resolutions: <ul style="list-style-type: none"> • The right of peoples and nations to self-determination A/RES/637 (VII) • Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples A/RES/1514 (XV) • Principles which should guide members in determining whether or not an obligation exists to transmit the information called for under Article 73e of the Charter, A/RES/1541 (XV) • Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relationships and Cooperation among States in accordance with the Charter of the United Nations, A/RES/2625 (XXV), October 1970 24 ❖ International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Article 1)
Autonomy	<p>United Nations Organization:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Principles which should guide members in determining whether or not an obligation exists to transmit the information called for under Article 73e of the Charter, A/RES/1541 (XV)
Good offices	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Convention on the Pacific Settlement of International Disputes (Hague I); July 1899 29, Title II (Art. 3,6 ,2). ❖ Charter of the United Nations, Article 33.
Compensation	Kingdom of Morocco: Moroccan Initiative for negotiating an autonomy statute for the Sahararegion, item 13.

Contiguous Zone	United Nations Organization: United Nations Convention on the Law of the Sea, Montego Bay, December 1982 10, United Nations Treaty Collection, vol. 1834, n°. 31363, p. 3
Military Force Commander (MINURSO)	United Nations Organization: United Nations Security Council, Resolution S/RES/690, of April 1991 29
Regional Human Rights Commissions (CRDH)	Kingdom of Morocco: ❖ Dahir 19-11-1 of March 2011 1, Official Gazette n° 5922 of March 2011 3. ❖ National Human Development Observatory, Territorial disparities in Social Development in Morocco: Regional Analysis, 2017.
CORCAS	Kingdom of Morocco: Dahir n81-06-1° of March 2006 26.
Financing of the Autonomous Region	Kingdom of Morocco: Moroccan Initiative for Negotiating an Autonomy Statute for the Sahara Region, Items 5 and 13.
Moroccan Initiative for Negotiating an Autonomy Statute for the Sahara Region (2007)	Full text of the Initiative available online: Moroccan Initiative for Negotiating an Autonomy Statute for the Sahara Region
Territorial integrity	UN General Assembly: ❖ Declaration on the Principles of International Law concerning Friendly Relationships and Cooperation among States in accordance with the Charter of the United Nations, A/RES/2625 (XXV), October 1970 24
Regional justice	Moroccan Initiative for Negotiating an Autonomous Statute for the Sahara Region, Items 22 to 25.
Mandate of MINURSO	United Nations Organization: ❖ Security Council Resolution S/RES/690, of April 1991 29 ❖ Internet website of MINURSO
Mediator	❖ Convention on the Pacific Settlement of International Disputes (Hague I); July 1899 29, Title II 2 (Art. 2 to 8).

Territorial sea	<p>United Nations Organization:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ United Nations Convention on the Law of the Sea, Montego Bay, December 1982 10, United Nations Treaty Collection, vol. 1834, n°. 31363, p. 3 ❖ Kingdom of Morocco: ❖ Law No. 17-37 amending and supplementing the Dahir promulgating Law No. 211-73-1 setting the limit of territorial waters. ❖ Dahir n° 02-20-1 promulgating Law n° -37March 2020 ,5 17, Official Gazette n° 6870 p. 490.
MINURSO	<p>United Nations Organization:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Security Council Resolution, S/RES/690, of April 1991 29 ❖ Report of the UN Secretary General on the situation of the Sahara, September 2020 23 (S/938/2020).
Autonomous bodies	<p>United Nations Organization:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ United Nations Convention on the Law of the Sea, Montego Bay, December 1982 10, United Nations Treaty Collection, vol. 1834, n°. 31363, p. 3
Continental shelf of the Sahara/off the Sahara	<p>Kingdom of Morocco:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Moroccan Initiative for Negotiating an Autonomy Statute for the Sahara Region.
Principle of solidarity	<p>United Nations Organization:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ United Nations Convention on the Law of the Sea, Montego Bay, December 1982 10, United Nations Treaty Collection, vol. 1834, n°. 31363, p. 3

1. The first round of direct talks between Morocco and the Polisariotook place in Lisbon on June 23, 1997. The second in London on July 19-20, 1997. The third was held again in Lisbon on August 29-30, 1997. The fourth, finally, was held in Houston, on September 14-16. V.: Report of the Secretary-General on the situation concerning Western Sahara, 24 September 1997, S/1997/742, §§ 7 to 12.
2. Report of the Secretary-General on the situation concerning Western Sahara, 24 September 1997, S/1997/742, §12.The documents approved during these talks have been appended to this report (Annex III).
3. Report of the Secretary-General on the situation concerning Western Sahara,§92.
4. Declaración de principios entre España, Marruecos y Mauritania sobre el Sahara Occidental,Madrid, 14 Novembre 1975, UnitedNations, TreatyCollection, vol. 988, n°14450, p. 258
5. UN General Assembly, Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relationships and Cooperation among States in accordance with the Charterof the United Nations, A/RES/2625 (XXV), 24 October 1970, Fifth principle.
6. UN General Assembly, Principles which should guide Members in determining whether or not the obligation to transmit the information called for under Article 73eof the Charter, should be applicable to them or not, A/RES/1541 (XV), 15 December 1960, Principle VII.
7. Ibid, Principle VI.
8. UN General Assembly,Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples A/RES/1514 (XV) , 14 December 1960, §6.
9. UN General Assembly, Principles which should guide members in determining whether or not an obligation exists to transmit the information called for under Article 73e of the Charter A/RES/1541 (XV), 15 December 1960, Principle XI.
10. United Nations Charter, Article 33.
11. United Nations Human Rights Committee, Concluding observations on the fourth periodic report of Algeria(CCPR/C/DZA/CO/4), 17 August 2018, §9.
12. Human Rights Watch, Human Rights in Western Sahara and in the Tindouf Refugee Camps, 2008, pp. 8-9.
13. United Nations Office of the High Commissioner for Refugees, Sahrawi Refugees in Tindouf, Algeria: Total In-Camp Population, March 2018, p.5.
14. Ibid. p.14.
15. Reports of the UN Secretary General addressed to the Security Council, S/2017/307 §61andS/2018/277 §61.

16. See, for example, the reports of the UN Secretary General: S/2019/787 §85 and S/2018/27 §60.
17. Reports of the UN Secretary General S/2020/938 §86.
18. European Anti-Fraud Office (OLAF), Report on the embezzlement of the EU humanitarian aid funds intended to the refugees in the camps of Tindouf, declassified in 2015.
19. United Nations Convention on the Law of the Sea, Montego Bay, 10 December 1982, United Nations Treaty Collection, vol. 1834, n°. 31363, p. 3, article art. 33(2).
20. <https://www.cndh.org.ma/fr/commissions-regionales-des-droits-de-lhomme/presentation-missions-et-mandat-territorial-de-chaque>
21. Kingdom of Morocco: Dahir n°1-06-81 of 26 March 2006
22. Moroccan Initiative for Negotiating an Autonomous Statute of the Sahara Region, Item 5.
23. Ibid, Item 13.
24. United Nations, Report of the Secretary-General submitted to the Security Council, S/2018/889 of 3 October 2018, § 21.
25. Explanation of the vote of Mr. Nicolas de RIVIERE, Permanent Representative of France to the United Nations, 30 October 2020.
26. Address by Mrs. Kelly CRAFT, US Ambassador to the United Nations Organization, 30 October 2020.
27. Presidency of the United States of America, Proclamation on Recognizing the Sovereignty of the Kingdom of Morocco Over the Western Sahara, 4 December 2020.
28. UN General Assembly, Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples A/RES/1514 (XV) , 14 December 1960, §6.
29. Moroccan Initiative for Negotiating an Autonomous Statute for the Sahara Region, Items 22 to 25.
30. Report of the UN Secretary General (S/2012/197), paragraph 92.
31. Report of the UN Secretary General, S/2012/197, 5 April 2012, §§ 11-15, 22-25.
32. Report of the UN Secretary General, S/2018/889, 3 October 2018, § 27.
33. Report of the UN Secretary General, S/2019/787, 2 October 2019, § 19.
34. Pacific Settlement of International Disputes (Hague I); 29 July 1899, Article 4.
35. Moroccan Initiative for Negotiating an Autonomy Statute for the Sahara Region, items 19 to 23.
36. United Nations Convention on the Law of the Sea, Montego Bay, 10 December 1982, United Nations Treaty Collection, vol. 1834, n°. 31363, p. 3, article 76
37. <https://minurso.unmissions.org/chronology-events>
38. Speech by the late His Majesty King Hassan II on the occasion of the 13th anniversary of the Green March, 6 November 1988.
39. Report of the Independent Expert on human rights and international solidarity on her mission to Morocco, 27 April 2016 (A/HRC/32/43/Add.1).
40. United Nations Human Rights Council, Report of the Human Rights Council on its thirty-sixth session, A/HRC/36/2, 14 June 2018, §865.

41. Ibid. §868.
42. UN General Assembly, Letter dated 26 February 1976 from the Permanent Representative of Spain to the United Nations addressed to the Secretary-General, A/31/56-S/11997.
43. Address by His Majesty King Mohammed VI on the occasion of the 39th Anniversary of the Green March, 6 November 2014.
44. Address by His Majesty King Mohammed VI on the occasion of the 45th Anniversary of the Green March, November 7, 2020.
45. Presidency of the United States of America, Proclamation on Recognizing the Sovereignty of the Kingdom of Morocco over the Western Sahara, December 4, 2020.
46. Permanent Court of Arbitration, The Island of Palmas Case (The United States of America versus the Netherlands), 4 April 1928.
47. Presidency of the United States of America, Proclamation on Recognizing the Sovereignty of the Kingdom of Morocco over the Western Sahara, 4 December 2020.
48. Charter of the United Nations, Article 73.
49. UN General Assembly, Report of the Special Committee on the Situation with regard to the Implementation of the Declaration on the Granting of independence to Colonial Countries and Peoples, A/5448/Rev.1, 30 October 1963, pp. 384 and s.
50. United Nations General Assembly, Report of the Special Committee on the Situation with regard to the Implementation of the Declaration on the Granting of independence to Colonial Countries and Peoples, A/5800/Rev.1, January 1965, pp. 298-303.
51. UN General Assembly, Question of Ifni and the Spanish Sahara, A/RES/2072(XX), 16 December 1965.

GLOSARIO DE LA CUESTIÓN DEL SÁHARA MARROQUÍ

Reino de Marruecos
Provincias, prefecturas y
Regiones

CIRCUNSCRIPCIÓN NACIONAL



— Limites de la región
— Limites de provincia o prefectura
"Er-Rachidia": Nombre de la provincia o prefectura

- Regiones**
1. Tánger Tetuán Alhucemas
 2. El Oriental
 3. Fez Mequinez
 4. Rabat Salé Kenitra
 5. Beni Melal Jenifra
 6. Casablanca Settat
 7. Marrakech Safi
 8. Draa-Tafilalet
 9. Sus-Masa
 10. Guelmim-Río Noun
 11. El Aaiún-Saguía el-Hamra
 12. Dajla-Río de Oro

D EFINICIÓN DE TÉRMINOS

Acuerdos de Houston / Acuerdos de Paz

Alcanzados en Houston el 16 de septiembre de 1997 en el Instituto Baker de políticas públicas (Universidad RICE), al término de la cuarta ronda de conversaciones directas¹ entre Marruecos y el Polisario. En el transcurso de estas negociaciones "Marruecos y el frente Polisario llegaron a un acuerdo respecto del código de conducta para la campaña del referéndum y acerca de la declaración de las partes relativa a la autoridad de las Naciones Unidas durante el periodo de transición. Además, convinieron en un conjunto de medidas prácticas para la reanudación del proceso de identificación."²

Estas medidas han sido cumplidas hasta "La suspensión completa de las actividades relativas al referendun que se produjo en 2003"³

Acuerdos de Madrid

Se denomina así "La declaración de principios acerca del *Sáhara occidental* del 14 de noviembre de 1975 entre Marruecos, Mauritania y España, cuyo idioma de origen es el español. Entrada en vigor el 19 de noviembre y registrada por Marruecos ante la Secretaría General de Naciones Unidas el 9 de diciembre de 1975, esta declaración consta en la Recopilación de Tratados de Naciones Unidas del mismo año.

Según los términos de dicha Declaración:

"1. España ratifica su resolución – reiteradamente manifestada ante la ONU – de descolonizar el territorio del Sahara Occidental poniendo término a las responsabilidades y poderes que tiene sobre dicho territorio como Potencia Administradora.

"2. De conformidad con la anterior determinación y de acuerdo con las negociaciones propugnadas por las Naciones Unidas con las partes afectadas, España procederá de inmediato a instituir una Administración temporal en el territorio en la que participarán Marruecos y Mauritania, en colaboración con la Yemaâ, y a la cual serán transmitidas las responsabilidades y poderes a que se refiere el párrafo anterior. En su consecuencia, se acuerda designar a dos Gobernadores Adjuntos, a propuesta de Marruecos y Mauritania, a fin de que auxilien en sus funciones al Gobernador General del territorio. La terminación de la presencia española en el territorio se llevará a efecto definitivamente antes del 28 de febrero de 1976."⁴

El acuerdo de Madrid, que ha retrocedido el ejercicio de la soberanía a Marruecos, es conforme al derecho internacional. Ha sido aprobado por la población local (Jemaá) debidamente unida de aquel entonces respecto a la consulta de las poblaciones en el marco de la aplicación del derecho a la autodeterminación a los territorios coloniales.

Autodeterminación

Tal y como viene consagrada en el primer artículo de la Carta de las Naciones Unidas, la autodeterminación o la libre determinación de los pueblos es el derecho otorgado a todos los pueblos "de determinar libremente, sin injerencia externa, su condición política y de procurar su desarrollo económico, social y cultural"⁵.

La autodeterminación, más concretamente, es "libre y voluntaria elección de los pueblos del territorio interesado expresada con conocimiento de causa y con procedimientos democráticos"⁶. Puede realizarse en forma de una consulta popular por votación, o una consulta a los representantes de la población como los jefes de tribus....

Al cabo de este proceso y según los términos de la resolución 1541 de la Asamblea General de las Naciones Unidas, *"puede considerarse que un territorio no autónomo ha alcanzado la plenitud del gobierno propio:*

1. *Cuando pasa a ser un Estado independiente y soberano;*
2. *Cuando establece una libre asociación con un Estado independiente; o*
3. *Cuando se integra a un Estado independiente."*⁷.

Estas reglas han sido reafirmadas en la resolución 1514 (XV) adoptada el 14 de diciembre de 1960 por la Asamblea General de la Organización de las Naciones Unidas que se titula *Declaración sobre la concesión de independencia a los países y pueblos coloniales*, así como la resolución 1541 (XV) adoptada el 15 de diciembre de 1960, considerada como complementaria de la resolución 1514.

Para Marruecos, esta última resolución es importante por el hecho de que reafirma el derecho de todos los pueblos a la libre determinación al tiempo que establece la salvaguarda de la unidad nacional y de la integridad territorial de las naciones. En efecto, el párrafo 6 de la resolución 1514 de la Asamblea General de las Naciones Unidas estipula que: *"Todo intento encaminado a quebrantar total o parcialmente la unidad nacional y la integridad territorial de un país es incompatible con los propósitos y principios de la Carta de las Naciones Unidas."*⁸

Dos elementos, al menos, confirman que el pueblo Saharaui se ha expresado a favor de su pertenencia a Marruecos: por una parte, el juramento de lealtad prestado por los jefes de las tribus saharauis al Rey de Marruecos, el 14 de agosto de 1979 y, por otra parte, la adhesión al proceso de democratización de Marruecos.

En efecto, los resultados de los cuatro escrutinios electorales celebrados en Marruecos entre 2002 y 2016 han registrado una tasa media de participación, en las provincias del Sur, de 54%, colocándose ligeramente por encima de la media nacional que era, para estas cuatro elecciones, de 44%.

Autonomía

Las regiones autónomas están dotadas, en virtud de las disposiciones constitucionales, de *"autonomía respecto a las cuestiones económicas, sociales y educativas mediante instituciones elegidas libremente"*⁹.

La autonomía implica, por lo tanto, la devolución y no la descentralización de ciertos poderes, así como la creación de instituciones propias de la región. El Estado central conserva la supremacía legal y los poderes subsidiarios y la región autónoma no puede tener personalidad jurídica internacional.

La autonomía sigue siendo la única opción posible en el Sáhara, no sólo porque Marruecos ejerce su soberanía sobre el territorio, pero también porque esta autonomía garantiza la estabilidad de la región, de conformidad con el nuevo paradigma que constata que el derecho a la autodeterminación deja de ser un derecho a la independencia para convertirse en un derecho a la democracia, especialmente bajo la forma de la autonomía territorial.

La autonomía territorial es el disfrute por una comunidad humana, de poderes autónomos, legislativos, ejecutivos y eventualmente, judiciales, garantizados por el Estado central en el ejercicio de la democracia territorial.

Baker I (Elaborado en 2000, nunca sometido al Consejo de Seguridad)

El plan Baker I, elaborado a raíz de los acuerdos de Houston, proponía una autonomía para el Sáhara. Los asuntos exteriores y la defensa debían seguir siendo competencia de la administración central. Este plan ha sido aceptado por Marruecos, pero fue rechazado por el Polisario y Argelia.

Baker II (23 de mayo de 2003)

Elaborado a raíz del plan Baker I, este plan proponía la celebración de un referéndum que incluyera la opción de independencia al cabo de 5 años de autonomía. Este plan ha sido rechazado por Marruecos.

Berm

Este término designa al Muro de defensa, con una longitud de cerca de 2720 kilómetros, construido con forma de terraplén por las Fuerzas Armadas Reales entre 1980 y 1987. Esta infraestructura ha permitido a Marruecos tener la situación militar bajo control y garantizar la seguridad de todo el territorio al oeste del muro.

Este muro no constituye de ninguna manera una frontera de Marruecos. El Sahara marroquí, o las provincias del sur, extiende hasta las fronteras con Argelia.

Buenos oficios

Aunque no aparezcan mencionados de forma explícita en el artículo 33 de la Carta de Naciones Unidas, los buenos oficios representan uno de los procedimientos de resolución pacífica de los conflictos. Dicho artículo determina que:

"1. Las partes en una controversia cuya continuación sea susceptible de poner en peligro el mantenimiento de la paz y la seguridad internacionales tratarán de buscarle solución, ante todo, mediante la negociación, la investigación, la mediación, la conciliación, el arbitraje, el arreglo judicial, el recurso a organismos o acuerdos regionales u otros medios pacíficos de su elección.

"2. El Consejo de Seguridad, si lo estimare necesario, instará a las partes a que arreglen sus controversias por dichos medios."¹⁰

Los buenos oficios están comprendidos en los "otros medios pacíficos" previstos por dicho artículo 33 de la Carta y consisten en que una tercera parte (gobierno, personalidad independiente...) ofrezca su mediación y haga esfuerzos para acercar las posturas de las partes de un litigio o conflicto antes de iniciar las conversaciones directas.

Campamentos de Tinduf

Se trata de 5 campamentos instalados a partir 1975-1976 en una región desértica, árida al suroeste de Argelia, en las inmediaciones de la ciudad de Tinduf. La mayoría de habitantes de estos campamentos viven en condiciones muy difíciles y son fuertemente dependientes de las ayudas humanitarias internacionales.

A pesar de que, según lo previsto por los convenios internacionales, la protección de estas poblaciones debería de estar garantizada por las autoridades argelinas, es el Polisario quien, en los hechos, administra estos campamentos y gestiona la justicia contando para ello con tribunales y cárceles.

En un informe de 2018, que trata de la implementación del Pacto internacional de derechos civiles y políticos en Argelia, el Comité de Derechos Humanos de la Organización de Naciones Unidas “*expresa preocupación por el traspaso de facto de sus competencias jurisdiccionales y de otra índole al Frente Polisario y porque esa posición es contraria a la obligación del Estado parte de respetar y garantizar a todas las personas que se encuentren en su territorio los derechos reconocidos en el Pacto. Le preocupan las denuncias de que, debido a esta situación, las víctimas de violaciones del Pacto en los campamentos de Tinduf no disponen de un recurso efectivo ante los tribunales del Estado parte (art. 2)*”¹¹.

En 2008, Human Rights Watch ha declarado en un informe: “*Uno de los aspectos preocupantes de la situación de los derechos humanos en los campamentos de Tinduf es el aislamiento de la población y la falta de supervisión periódica sobre el terreno de los derechos humanos*”. El informe continúa que “*Argelia ha rechazado efectivamente toda responsabilidad por las violaciones de los derechos humanos cometidas por el Polisario en el territorio argelino. Esto no puede permitirse: la comunidad internacional debe pedir cuentas al gobierno de Argelia, y al Polisario, por cualquier violación cometida por éste último dentro de Argelia*”¹².

Se desconoce el número exacto de habitantes de estos campamentos, puesto que las Naciones Unidas no han podido llevar a cabo el censo correspondiente a causa de la oposición de las autoridades argelinas. Esto genera estimaciones contradictorias. Por lo que, a pesar de haber evaluado, en base a los datos suministrados por el Polisario, la población de estos campamentos a 173 600 personas al 31 de diciembre de 2017¹³, de los cuales 75% son personas vulnerables¹⁴, el Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los refugiados considera que la población que necesita ayuda es únicamente de 90 000 personas¹⁵.

Además, los informes sucesivos del Secretario General de las Naciones Unidas destacan las dificultades encontradas por las agencias humanitarias para cubrir las necesidades de los habitantes de estos campamentos, por las dificultades financieras¹⁶, que se han incrementado como consecuencia de la crisis de la Covid-19¹⁷. Estas dificultades se agudizan debido al desvío de la ayuda humanitaria internacional por el Polisario, del que han dejado constancia las organizaciones internacionales¹⁸.

Compensación

La Iniciativa marroquí de amplia autonomía para la Región del Sáhara prevé que en caso de que esta región no tuviera recursos financieros suficientes para lograr sus objetivos de desarrollo, el Estado sufragaría el complemento en virtud del principio de solidaridad nacional. Cualquiera que sea la forma adoptada (subsidios, préstamos bonificados a largo plazo...) esta acción puede ser considerada como una compensación por dicha escasez o déficit.

Comandante de la fuerza militar (MINURSO)

Bajo la autoridad del Representante especial del Secretario General de las Naciones Unidas, el jefe del componente militar dirige las operaciones de los oficiales y soldados de la MINURSO en materia de vigilancia del alto el fuego (patrullas terrestres y aéreas, abastecimiento y redistribución de los cascos azules en los *team-sites*), de desminado si hace falta, de acompañamiento del Representante especial del Secretario General de las Naciones Unidas y otros responsables de la ONU durante las misiones llevadas a cabo en el territorio.

Comisiones Regionales de Derechos Humanos (CRDH)

Dos comisiones regionales del Consejo Nacional de Derechos Humanos de Marruecos están establecidas en las regiones de Dajla-Uad Eddahab (provincias de Dajla y de Auserd) y la de El Aaiún-Sakia El Hamra (provincias de Esmara, Bojador, El Aaiún y Tarfaya).

Las comisiones regionales del Consejo nacional de derechos humanos "tienen por misión de garantizar el seguimiento y el control de la situación de derechos humanos a nivel regional y recibir las quejas relativas a las alegaciones de violaciones de los derechos humanos que les son dirigidas. Elaboran informes especiales o periódicos sobre las medidas tomadas para procesar los asuntos y las quejas de tipo regional o local.

Garantizan asimismo la implementación de los programas y de los proyectos del Consejo [nacional] en materia de promoción de los derechos humanos y ello, en estrecha colaboración con todos los actores implicados a nivel de la región, como las asociaciones que obran en el ámbito de los derechos humanos y los observatorios regionales de derechos humanos.

Contribuyen bajo la supervisión del Consejo, a fomentar y a facilitar la creación de los observatorios regionales de derechos humanos que reúnen a las asociaciones y a las personalidades activas en el ámbito de los derechos humanos, pertenecientes a diferentes corrientes intelectuales y culturales que han contribuido de forma meritoria a la consolidación de los valores de la ciudadanía responsable."¹⁹

Estas dos comisiones regionales han tenido un papel importante en la presentación de la situación real de los derechos humanos en las provincias recuperadas por Marruecos, especialmente a las asociaciones y delegaciones extranjeras, internacionales y de la ONU en particular, antes muy influenciadas por el discurso del Polisario y de los activistas minoritarios que viven en estas mismas provincias.

El desarrollo humano en las provincias del Sur, medido a través del Índice de desarrollo humano (IDH) del PNUD, ha registrado una mejora considerable a lo largo de las 4 últimas décadas. En efecto, este índice ha pasado de 0,384 en 1980 a 0,576 en 2004 para alcanzar 0,643 en 2014, una puntuación ligeramente superior a la media nacional (0,628). Entre 1980 y 2014, el índice de desarrollo humano ha progresado de 1,97% en las provincias del Sur, o sea a un ritmo claramente superior al del conjunto de Marruecos (1,1%).

CORCAS

Creado por el difunto Su Majestad El Rey Hassan II, el Consejo Real Consultivo para los Asuntos del Sáhara ha sido objeto de una reforma en 2006²⁰.

Según su Decreto constitutivo, el Consejo emite opiniones consultivas en las cuestiones de orden general o especial relativas a la defensa de la integridad territorial y de la unidad nacional, así como al desarrollo humano, económico y social integrado de las provincias del Sur.

Sus miembros son nombrados por Su Majestad El Rey para un mandato de cuatro años. Son escogidos entre los diputados, presidentes de los consejos regionales, presidentes de las asambleas provinciales y los presidentes de las cámaras profesionales de las Provincias del Sur durante el ejercicio de sus mandatos.

A éstos últimos cabe añadir a los miembros que han sido elegidos por sus tribus respectivas (Shiuj/jeques), los miembros de asociaciones de la sociedad civil y las organizaciones de jóvenes en las Provincias del Sur, los representantes de los ciudadanos marroquíes originarios de estas provincias que residen en el extranjero o son secuestrados en Tinduf, los representantes de los agentes y organismos socioeconómicos y las personalidades reconocidas por sus aptitudes y su probidad.

Enviado personal del Secretario General de Naciones Unidas

El Enviado personal es una personalidad importante, que ha ocupado altos cargos políticos o diplomáticos. Es nombrado por el Secretario General de las Naciones Unidas con el fin de que trabaje con las partes del conflicto, en este caso Marruecos, el Polisario y los países vecinos, es decir, Mauritania y Argelia, aunque este último sea, en realidad, también parte en el conflicto, así como, otros países implicados o interesados tales como los Estados del Grupo de amigos del Sáhara y ello, con vistas a encontrar una solución política justa y duradera, de conformidad con las resoluciones del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas.

Los Enviados personales sucesivos eran: James Baker III (1997-2004), Peter Van Walsum (2005-2007), Christopher Ross (2009-2017) y Horst Köhler (2017-2019).

Financiación de la Región autónoma

En aplicación de la Iniciativa marroquí de amplia autonomía para la Región del Sáhara de 2007, las poblaciones del Sáhara *“dispondrán de los recursos financieros necesarios para el desarrollo de la región en todos los ámbitos”*²¹

“La Región autónoma del Sáhara dispondrá de los recursos financieros que sean necesarios para el desarrollo de la región en todos los ámbitos. Estos recursos serán constituidos por:

- ❖ *los impuestos, tasas y contribuciones territoriales fijados por los órganos competentes de la Región,*
- ❖ *los ingresos destinados a la Región resultantes de la explotación de sus recursos naturales,*
- ❖ *la parte de los ingresos de los recursos naturales situados en la Región y percibidos por el Estado,*
- ❖ *los recursos necesarios asignados en el marco de la solidaridad nacional,*
- ❖ *los ingresos procedentes del patrimonio de la Región.”*²²

A la espera de la puesta en marcha de esta iniciativa y además del considerable esfuerzo de equipamiento desplegado por el Reino desde la recuperación, en 1975, de sus provincias saharianas, Marruecos emprendió la realización, en 2015, del *Plan de desarrollo de las Provincias del Sur*. Dotado con un presupuesto de 77 mil millones de dirhams (8 mil millones de dólares), este plan está dedicado al desarrollo de las infraestructuras de la región, incluida la mejora de la red de carreteras, la construcción de puertos de pesca y de una planta desaladora de agua de mar, el desarrollo de los servicios médicos y la ampliación de la oferta sanitaria...

En su informe del 3 de octubre de 2018, presentado al Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, el Secretario General de esta organización destacaba los *“avances registrados en los sectores de la educación y de la salud, así como en el ámbito económico”*²³, del que han dado fe los representantes electos locales.

Iniciativa marroquí de amplia autonomía para la Región del Sáhara (2007)

La Iniciativa se refiere a la propuesta marroquí, presentada ante la Secretaría General de Naciones Unidas en abril de 2007, con vistas a resolver definitivamente el conflicto del Sáhara sobre una base *win-win*, en la que el Estado marroquí conservaría las principales prerrogativas soberanas (asuntos exteriores, defensa nacional, asuntos religiosos...) y la Región del Sáhara gozaría de amplias competencias que permitan a los ciudadanos marroquíes saharauis administrar sus propios asuntos económicos, sociales y culturales. Se les haría partícipes, además, en la política nacional interior y exterior y se beneficiarían de la solidaridad activa del país en materia de desarrollo en caso de que los recursos de la región fueran insuficientes.

La Región dispondría de su propio parlamento, de un gobierno autónomo electo, de una justicia que velará por el cumplimiento de las leyes y costumbres saharauis, y por el respeto y el desarrollo de la cultura y de la lengua hasaní. La población estaría también representada en el parlamento nacional.

Esta iniciativa ha sido considerada creíble por la Comunidad internacional en varias ocasiones. Por ejemplo, en la reunión del Consejo de Seguridad dedicada a la cuestión del Sáhara en octubre de 2020, el embajador de Francia recordó que *"Francia considera que el plan de autonomía marroquí de 2007 constituye una base seria y creíble para las discusiones con vistas a reanudar el diálogo"*²⁴.

La representante de Estados Unidos, declaró por su parte: *"Consideramos que el plan de autonomía de Marruecos es serio, creíble y realista. Representa una potencial vía que podría satisfacer las aspiraciones del pueblo del Sáhara Occidental para gestionar sus propios asuntos con paz y dignidad"*²⁵.

Esta postura ha sido reafirmada en la Proclamación de reconocimiento de la soberanía de Marruecos sobre el Sáhara, oficializada por el Presidente de Estados Unidos el 4 de diciembre de 2020. En los términos de esta proclamación "Los Estados Unidos reconocen la soberanía de Marruecos sobre la totalidad del territorio del Sáhara Occidental y reafirman su apoyo a la propuesta de autonomía seria, creíble y realista de Marruecos como única base para una solución justa y duradera del conflicto del Sáhara Occidental. Estados Unidos considera que un Estado saharauí independiente no es una opción realista para resolver el conflicto y que la única solución posible es una verdadera autonomía bajo soberanía marroquí. Instamos a las partes a iniciar las conversaciones sin demora, utilizando el plan de autonomía de Marruecos como único marco para negociar una solución mutuamente aceptable."²⁶

Integridad territorial

Indisociable del concepto de soberanía, la integridad territorial puede entenderse como el derecho soberano de existencia del Estado y asimilarse al principio de inviolabilidad de su territorio.

En este caso, la integridad territorial de Marruecos significa su unidad geográfica dentro de sus fronteras con respecto a los países vecinos: Argelia, España y Mauritania. Abarca así todo el Sáhara, hasta las fronteras con Mauritania al sur y Argelia al este.

Cabe recordar que el párrafo 6 de la resolución 1514 señala: *"Todo intento encaminado a quebrantar total o parcialmente la unidad nacional y la integridad territorial de un país es incompatible con los propósitos y principios de la Carta de las Naciones Unidas."*²⁷

Joint Mission Analysis Center (JMAC)

Centro conjunto de análisis de misión (Joint Mission Analysis Centre), creado en 2005 por la Organización de las Naciones Unidas, es una estructura multidisciplinar encargada de llevar a cabo análisis integrados para los altos cargos de las misiones de mantenimiento de la paz (especialmente los Representantes especiales del Secretario General de las Naciones Unidas).

Este centro recoge la información de las misiones sobre el terreno y, en base a ello, produce un análisis "afinado" para apoyar sus actividades. La estructura organizativa de cada JMAC varía de una misión a otra, pero lo que tienen todas en común es el uso de analistas que interpretan la información recogida por los oficiales de asuntos civiles (componente civil, especialmente el segmento político de la MINURSO).

Justicia regional

La Iniciativa marroquí prevé lo siguiente:

"22. El Parlamento regional podrá crear jurisdicciones para conocer de los litigios derivados de la aplicación de las normas establecidas por los órganos competentes de la Región autónoma del Sáhara. Sus decisiones se dictarán, con total independencia, en nombre del Rey.

"23. El Tribunal Regional Superior, máxima jurisdicción de la Región Autónoma del Sáhara, decidirá en última instancia sobre la interpretación de la ley de la región, sin perjuicio de las competencias del Tribunal Supremo y del Consejo Constitucional del Reino.

"24. Las leyes, los reglamentos y las decisiones judiciales que emanan de los órganos de la Región Autónoma del Sáhara deberán conformarse al Estatuto de Autonomía de dicha Región y a la Constitución del Reino.

"25. Las poblaciones de la Región se beneficiarán de todas las garantías previstas por la Constitución marroquí en materia de derechos humanos universalmente reconocidos."²⁸

Mandato de la MINURSO

Este mandato rige las actividades de la MINURSO sobre el territorio del Sáhara, en virtud de la Resolución S/RES/690 (1991) y del Acuerdo militar N°1.

De hecho, la MINURSO aplica las resoluciones y directivas recibidas, entre otros, del Departamento de Operaciones de Paz y del Departamento de Asuntos Políticos de las Naciones Unidas

Hay que distinguir dos fases en el mandato otorgado por la Resolución 690 (1991) a la MINURSO.

❖ Originalmente, este mandato preveía:

- vigilar la cesación del fuego;
- asegurarse de la reducción de las tropas marroquíes en el territorio;
- controlar el acantonamiento de las tropas marroquíes y del frente *Polisario* en los lugares convenidos;
- adoptar medidas con las partes para garantizar la liberación de todos los presos políticos o detenidos del Sáhara *Occidental*
- supervisar el canje de prisioneros de guerra, que se llevará a cabo bajo los auspicios del Comité Internacional de la Cruz Roja, (CICR);

- repatriar a los refugiados del Sáhara Occidental, tarea de la que se encargará el Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR);
- identificar e inscribir a los votantes cualificados;
- organizar y garantizar un referéndum libre y justo y proclamar los resultados;
- reducir la amenaza de las minas y municiones sin detonar;

❖ Segunda fase (desde 2003):

Teniendo en cuenta lo que el Secretario General de las Naciones Unidas llamaba “*la suspensión total, en 2003, de las actividades relacionadas con el referéndum*”²⁹ por la MINURSO, el mandato de esta última se ha visto reducido a:

- vigilar la cesación del fuego;
- la aplicación de las medidas de apoyo al proceso bajo mandato renovado periódicamente por el Consejo de Seguridad; y desde 2004, fecha del abandono por la Organización de las Naciones Unidas de los planes Baker, el apoyo administrativo y logístico, la policía civil y el apoyo al programa de medidas de confianza llevado a cabo bajo la supervisión de la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados.

Manhasset (finca de Green Tree)

Suburbio estadounidense de la ciudad de Nueva York, donde se celebraron entre 2007 y 2012, conversaciones informales y negociaciones, entre Marruecos y el Polisario³⁰ tras la reanudación de éstas, gracias a la presentación de la Iniciativa Marroquí para una Amplia Autonomía de la Región del Sáhara en 2007, después del cese de las negociaciones en 2004 (dimisión de James Baker III).

En este mismo marco, se celebró una sola reunión en Viena en 2009.

Mediador

La mediación como método de arreglo pacífico de las controversias internacionales significa la participación de un Estado-tercero o de una personalidad neutral, en las negociaciones entre las partes. En virtud del artículo 4 de la Convención de la Haya del 29 de julio de 1989 sobre el arreglo pacífico de los conflictos, “El papel del mediador consiste en conciliar las pretensiones opuestas y en calmar los resentimientos que puedan haberse producido entre los Estados que se hallen en conflicto”³¹.

Debido a sus amplios poderes de apreciación y a su posición neutral, en principio, similar a la de las Naciones Unidas, los Enviados Personales del Secretario General de dicha organización han asumido a menudo este papel.

Mar territorial

La franja de mar adyacente al territorio terrestre de un Estado sobre el que se ejerce la soberanía del mismo.

La soberanía del Estado ribereño se extiende a las aguas territoriales, a los fondos submarinos y al espacio aéreo situado sobre el mar territorial. La única restricción impuesta es la que resulta del derecho de paso inocente. El Estado ribereño deberá, de hecho, permitir a los buques extranjeros la navegación en sus aguas territoriales, siempre y cuando el paso sea rápido e ininterrumpido y que no sea perjudicial para la paz, el buen orden y la seguridad del Estado ribereño.

Según la Convención de las Naciones Unidas sobre el derecho del Mar, todo Estado tiene derecho a establecer la anchura de su mar territorial hasta un límite que no exceda de 12 millas marinas medidas a partir de líneas de base. Sin embargo, este principio no se aplica cuando las costas de dos Estados se hallan situadas frente a frente. En este caso y salvo acuerdo entre las partes, las aguas territoriales de cada uno serán delimitadas por una línea media cuyos puntos sean equidistantes de los puntos más próximos de las líneas de base.

La delimitación del mar territorial de Marruecos ha sido precisada a través de la ley 37.17, adoptada por el Parlamento el 22 de enero de 2020 y promulgada por Dahir el 5 de marzo de 2020. Esta delimitación se refiere a todo el espacio marítimo del Reino.

MINURSO

Misión de las Naciones Unidas para la Organización de un Referéndum en el "Sáhara [llamado] Occidental" [antes de su recuperación por Marruecos] (ver Mandato de la MINURSO), establecida en El-Aaiún en abril de 1991. Está compuesta por civiles, militares y policías civiles de las Naciones Unidas. En septiembre de 2020, el número total de personal ascendía a 196, incluidos 168 observadores militares y 27 miembros de contingentes militares.

Negociaciones de Ginebra

En diciembre 2018³² y marzo 2019³³ se celebraron, en Ginebra, en Suiza, dos rondas de negociaciones en las que participaron representantes de Marruecos, Polisario, Argelia y Mauritania.

Órganos autónomos

Según los términos de la Iniciativa marroquí para la negociación de estatuto de autonomía de la región del Sáhara:

"19. El Parlamento de la Región autónoma del Sáhara será compuesto por miembros elegidos por las diferentes tribus saharauis, y por miembros elegidos por sufragio universal directo por el conjunto de la población de la región. La composición del Parlamento de la Región Autónoma del Sáhara deberá comprender una representación femenina apropiada.

"20. El poder ejecutivo de la región autónoma del Sáhara será ejercido por un Jefe de Gobierno elegido por el Parlamento Regional. Será investido por el Rey. El Jefe de Gobierno será el representante del Estado en la región.

"21. El Jefe del Gobierno de la Región Autónoma del Sáhara formará el Gobierno de la Región y nombrará a los administradores necesarios para ejercer los poderes que le han sido conferidos en virtud del estatuto de autonomía. Será responsable ante el Parlamento de dicha Región.

"22. El Parlamento regional podrá crear jurisdicciones para conocer de los litigios derivados de la aplicación de las normas establecidas por los órganos competentes de la Región autónoma del Sáhara. Sus decisiones se dictarán, con total independencia, en nombre del Rey.

"23-El Tribunal Regional Superior, máxima jurisdicción de la Región Autónoma del Sáhara, decidirá en última instancia sobre la interpretación de la ley de la región, sin perjuicio de las competencias del Tribunal Supremo y del Consejo Constitucional del Reino."³⁴

Plataforma continental del Sáhara/frente a las costas del Sáhara

Según la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar: “La plataforma continental de un Estado ribereño comprende el lecho y el subsuelo de las áreas submarinas que se extienden más allá de su mar territorial y a todo lo largo de la prolongación natural de su territorio hasta el borde exterior del margen continental, o bien hasta una distancia de 200 millas marinas contadas desde las líneas de base a partir de las cuales se mide la anchura del mar territorial, en los casos en que el borde exterior del margen continental no llegue a esa distancia.”³⁵.

El Estado ribereño ejerce sobre su plataforma continental, una vez que se ha delimitado con los Estados vecinos, el derecho exclusivo de explotación de los recursos mineros (hidrocarburos, nódulos polimetálicos, ...) del lecho y del subsuelo.

La plataforma continental meridional del Reino aún está por delimitar, en particular con España (las Islas Canarias) y Mauritania.

Polisario (Frente)

Abreviatura de Frente Popular para la Liberación de Saguía el Hamra y Río de Oro, movimiento disidente creado en Rabat, en 1973³⁶ por El-Ouali Moustapha Sayed.

Tras el llamamiento de Su Majestad El Rey Hassan II en 1988, “La patria es clemente y misericordiosa”, muchos altos cargos y ejecutivos del *Polisario* abandonaron sus actividades y regresaron al seno de la madre patria.

El *Polisario* no es el único representante del pueblo saharauí. Este último reside en gran parte en las provincias del Sur de Marruecos, participa a todas las consultas electorales y tiene representación a nivel nacional y regional.

En cuanto a las poblaciones de los campamentos de Tinduf, en Argelia, su número no ha sido nunca determinado con precisión, debido al rechazo de Argelia a cualquier operación de censo, a pesar de la insistencia de las Naciones Unidas.

Principio de solidaridad

La solidaridad nacional significa que el Estado, y eventual mente algunas de sus extensiones o subdivisiones (regiones, provincias, instituciones públicas...) interviene para ayudar, mejorar, a una región que no tiene los mismos recursos o medios financieros en particular, en comparación con otras regiones. La Iniciativa marroquí prevé la aplicación de este principio en beneficio de la Región Autónoma del Sáhara.

Procedimientos especiales (de las Naciones Unidas)

Los Procedimientos Especiales son un mecanismo del Consejo de Derechos Humanos de las Naciones Unidas, apoyado por la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos (OACDH), que permite a esta organización obtener información sobre la situación de los derechos humanos en los países miembros mediante el envío de misiones de investigación sobre el terreno y adoptar las medidas adecuadas de acuerdo con las prerrogativas de cada mecanismo y los compromisos internacionales de los Estados miembros en los ámbitos respectivos de cada mecanismo. Existen procedimientos desde una perspectiva temática o en relación con un país específico.

Los responsables de estos procedimientos son los *Relatores especiales*, los *Expertos independientes*, los *Grupos de trabajo* y *Representantes (especiales)* del Secretario General que ejercen sus mandatos a título personal y se comprometen en principio a conservar su independencia, eficacia, competencia e integridad con probidad, imparcialidad, honestidad y buena fe.

Estos procedimientos han abarcado la cuestión del Sáhara. Marruecos los consintió voluntariamente, en todo su territorio, incluido el Sáhara, por varias razones, entre ellas su compromiso irreversible con el proceso de democratización y de respeto de los derechos humanos. Además, delegaciones parlamentarias extranjeras visitan regularmente las Provincias del Sur para observar la situación en ellas. Por ejemplo:

- ❖ La Experta independiente de las Naciones Unidas sobre los derechos humanos y la solidaridad internacional realizó una visita a Marruecos entre el 15 y el 20 de enero de 2016. Su informe dirigido al Consejo de Derechos Humanos “reconoce y encomia los progresos realizados por Marruecos en el ámbito de la gobernanza y el desarrollo humano y celebra, en particular, el reconocimiento de los derechos humanos y la importancia otorgada a la solidaridad y la cooperación en la Constitución. Reconoce asimismo los esfuerzos de Marruecos para hacer realidad un desarrollo participativo sostenible. Alienta al Gobierno a seguir mejorando sus iniciativas nacionales de desarrollo mediante un enfoque bien integrado del desarrollo y la cooperación, tanto a nivel nacional como internacional, y una acción más armonizada con miras a alcanzar, a más tardar en 2030, los nuevos Objetivos de Desarrollo Sostenible”³⁷.
- ❖ El Grupo de Trabajo de las Naciones Unidas sobre la detención arbitraria llevó a cabo una visita del 9 al 18 de diciembre de 2013.
- ❖ La Relatora especial sobre la trata de personas especialmente mujeres y niños, estuvo en Marruecos del 17 al 21 de junio de 2013, por invitación de Gobierno.
- ❖ El Relator especial sobre la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes hizo una visita del 15 al 22 de septiembre de 2012.
- ❖ El Grupo de trabajo encargado de la cuestión de la discriminación contra la mujer, en la legislación y en la práctica ha sido recibido del 13 al 20 de febrero de 2012, por invitación del Gobierno marroquí.

En el marco de estas visitas, los expertos de las Naciones Unidas visitaron regularmente las provincias del Sur del Reino. Sus sucesivos informes dejan constancia de los avances del proceso de democratización en el Reino y de los esfuerzos realizados para la integración de los ciudadanos, especialmente los de estas provincias, en la vida política del país.

Esta situación contrasta particularmente con la de los campamentos de Tinduf. De hecho, en el informe de su 36ª sesión ordinaria, el Consejo de Derechos Humanos de las Naciones Unidas señala que:

“La Asociación Africana de Desarrollo lamentó la falta de investigación de los casos de desapariciones forzadas, incluso en los campamentos de Tinduf. Aludió a los casos documentados de tortura contra defensores de los derechos humanos y opositores. Señaló las violaciones de los derechos humanos de los habitantes de los campamentos de Tinduf, especialmente los derechos a la vida, a la libertad de asociación, de expresión y de manifestación, así como a la salud y a la alimentación.”³⁸

“La Organización internacional para el desarrollo integrado de la mujer hizo alusión a las alegaciones de violaciones de los derechos del hombre en el suroeste del país y en los campamentos de Tinduf, más concretamente las relacionadas con los derechos a la vida, a la libertad y a la seguridad, a la educación, a la salud y a la vivienda.

*Pidió a Argelia que reconozca las violaciones cometidas desde su independencia, que asuma la responsabilidad moral y jurídica de la situación en el Sáhara y que proporcione recursos a las víctimas. Instó a Argelia a aplicar las recomendaciones de los procedimientos especiales que visitaron los campamentos de Tinduf.”*³⁹

Programa de desarrollo de las Provincias del sur (2015-2021)

Este programa fue lanzado por Su Majestad el Rey Mohammed VI el 6 de noviembre de 2015. Dotado con un importe de 77 mil millones de dirhams (el equivalente a 8 mil millones de dólares) y destinado a acelerar el desarrollo y la integración socioeconómica del Sáhara (*Nuevo Modelo de Desarrollo para las Provincias del Sur*), se articula, más concretamente, en torno a proyectos estructurantes/estructuradores como la vía expresa Tiznit-El Aaiún-Dajla, el puerto pesquero de Lamhiriz y el puerto Dakhla Atlantique. Este programa tiene también previsto crear una línea marítima de navegación costera entre Casablanca y Dajla dedicada a las mercancías y reabrir las dos líneas marítimas, la que enlaza las Islas Canarias con Tarfaya y otra que enlaza Canarias con El Aaiún. Además de la construcción de un Centro Hospitalario Universitario en El Aaiún y una Tecnópolis en Fum El-Ued. El estado de avance de la realización a finales de 2018 era de 48%.

Potencia administradora

La potencia administradora es la autoridad designada como responsable de la administración de un territorio en fideicomiso según el Capítulo XII de la Carta de las Naciones Unidas y por un acuerdo de administración fiduciaria o de un territorio no autónomo según el Capítulo XI de dicha Carta

Las potencias administradoras deben, en virtud del artículo 73 (e) de dicha Carta “*transmitir regularmente al Secretario General, a título informativo y dentro de los límites que la seguridad y consideraciones de orden constitucional requieran, la información estadística y de cualquier otra naturaleza técnica que verse sobre las condiciones económicas, sociales y educativas de los territorios por los cuales son respectivamente responsables*”.

España era la potencia administradora del Sáhara antes de su recuperación por Marruecos en 1975. Declaró tras su retirada de dicho territorio, en una carta dirigida a la Asamblea general de las Naciones Unidas, considerarse “*exenta en lo sucesivo de toda responsabilidad de carácter internacional en relación con la administración de dicho Territorio, habida cuenta del cese de su participación en la administración temporal establecida para el Territorio*”⁴⁰.

La salida de España y la recuperación del Sáhara en 1975 por parte de Marruecos realizado el proceso de descolonización de este territorio. De hecho, tal y como recuerda Su Majestad El Rey Mohammed VI, “*Marruecos nunca fue una fuerza ocupante o una potencia administradora en su Sáhara; todo lo contrario, el mismo ejerce su soberanía sobre su territorio*”⁴¹.

Cuarta comisión de la ONU

La Cuarta Comisión de las Naciones Unidas es una comisión plenaria y política que se ocupa de diversos temas, como los relacionados con el mantenimiento de la paz, el seguimiento de las misiones políticas especiales, el Organismo de Obras Públicas y Socorro de las Naciones Unidas para los Refugiados de Palestina en el Cercano Oriente (OOPS) y la descolonización. Es en esta última calidad que examina la cuestión del Sahara llamado *Occidental* porque algunos países, amigos de Argelia, no reconocen la soberanía marroquí sobre su Sahara y otros no quieren adoptar cualquiera posición a favor o contra El Reino.

Informes del Secretario General sobre el Sáhara

El Secretario General de las Naciones Unidas tiene el mandato del Consejo de Seguridad para supervisar la situación en el "territorio" y presentarle informes con regularidad (periodicidad variable). Presenta también informes a la Asamblea General.

Los informes son elaborados con la ayuda de la MINURSO (Oficina Política del Representante Especial del Secretario General de las Naciones Unidas y Comandante del Componente militar de la Misión) y a través de la información que envía ésta última regularmente al Departamento de Operaciones de Paz (DOMP) en la sede.

Los informes giran en torno a la evolución de la situación política general en el "territorio", en Marruecos, y en la región (Argelia, Mauritania, El Sahel, a través informaciones a propósito de declaraciones, acontecimientos, amenazas...), a la situación relativa al respeto del alto el fuego y del acuerdo militar n.º.1, la situación humanitaria y de los derechos humanos si es necesario, las relaciones con las autoridades marroquíes y con el Polisario. Uno de los aspectos importantes a este respecto es la insistencia en la "libre interacción de la Misión con la población" que permitiría a la Misión lograr un "deslizamiento" hacia la ampliación de facto de su mandato.

Además del informe sobre el Plan de Arreglo S/21360 de 16 de junio de 1990, los demás informes al Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas son los siguientes:

1991 : S/22464 ; S/23299 ; **1992** : S/23662, S/24040; S/24464 ; **1993** : S/25170, S/25818, S/26185, S/26797, S/25818, S/26185, S/26797; 1994 : S/283, S/283/Add.1., S//1994/819, S/1994/1257, S/1420, S/1420 additif.1. ; **1995** : S/1995/240, S/1995/404, S/1995/779, S/1997/986 ; **1996** : S/1996/43, S/1996/343, S/1996/674, S/1996/913, S/1996/913/Corr.1 ; **1997** : S/1997/166, S/1997/358, S/1997/742, S/1997/742/Add.1, S/1997/882, S/1997/882/Add.1, S/1997/974 ; **1998** : S/1998/35, S/98/316, S/1998/404, S/1998/534, S/1998/634, S/1998/775, S/1998/849, S/1998/997; **1999**: S/1999/88, S/1999/307, S/1999/721, S/1999/1219 ; **2000**: S/2000/131*, S/2000/461, S/2000/1029; **2001**: S/2001/48, S/2001/398, S/2001/613 ; **2002**: S/2002/178, S/2002/467; **2003**: S/2003/59*, S/2003/565, S/2003/1016 ; **2004**: S/2004/39, S/2004/325, S/2004/325 add.1, S/2004/827 ; **2005**: S/2005/49, S/2005/254, S/2005/648 ; **2006**: S/2006/249, S/2006/817 ; **2007**: S/2007/202*, S/2007/385*, S/2007/619 ; **2008**: S/2008/45, S/2008/251 ; **2009**: S/2009/200; **2010**: S/2010/175; **2011**: S/2011/249; **2012**: S/2012/197; **2013**: S/2013/220; **2014**: S/2014/258; **2015**: S/2015/246; **2016**: S/2016/355 ; **2017**: S/2017/307; **2018**: S/2018/277, S/2018/889; **2019**: S/2019/282; S/2019/349; S/2019/787; **2020**: S/2020/938

"rasd"

Acrónimo de "República Árabe Saharaui Democrática", proclamada el 27 de febrero de 1976, sin reunir, además de la independencia efectiva, los tres elementos constitutivos del Estado exigidos por el derecho internacional, a saber, el territorio, la población y el gobierno.

Gracias a los esfuerzos de la diplomacia marroquí, bajo la égida de Su Majestad el Rey Mohammed VI, muchos países han retirado su reconocimiento de la "RASD", mientras que otros lo han congelado. A 7 de noviembre de 2020, "ya son 163 los países que no reconocen el ente fantasma, o sea, el 85% de los Estados miembros de la Organización de las Naciones Unidas."⁴².

Esto demuestra el poco crédito que la comunidad internacional, en su mayoría, da a la existencia, o la eventualidad de creación, de un Estado saharauí. Esta posición es, en particular, afirmada por los Estados Unidos, que, en la Proclamación de Reconocimiento de la Soberanía de Marruecos sobre el Sahara, oficializada el 4 de diciembre de 2020, "los Estados Unidos creen que un Estado saharauí independiente no es una opción realista para resolver el conflicto y que una verdadera autonomía bajo soberanía marroquí es la única solución posible".⁴³

Región del Sáhara/Provincias del Sur

Está constituida por las diez provincias siguientes: Guelmim, Assa-Zag, Tan-Tan, Sidi Ifni, El Aaiún, Bojador, Tarfaya, Esmara, Ued Ed-dahab y Auserd.

De acuerdo con la Iniciativa marroquí para una amplia autonomía de la región del Sáhara, ésta servirá de piloto y modelo para una regionalización avanzada.

Representante especial del Secretario general de las Naciones Unidas(SGNU)

El Representante especial del Secretario General de las Naciones Unidas tiene dos funciones: es el jefe de la MINURSO, responsable administrativo y militar de la misión que supervisa el trabajo del Comandante de la Fuerza, y también el representante político del Secretario General. En este sentido, tiene un rol político, asistiendo y asesorando al Secretario General y a su Enviado Personal cuando se le solicita.

Los sucesivos Representantes Especiales del Secretario General de las Naciones Unidas en el Sahara son: Colin Stewart (desde el 1 de diciembre 2017), Kim Bolduc (2014-2017), Wolfgang Weisbrod-Weber (2012-2014), Hany Abdel Aziz (2009-2012), Julian Harston (2007-2009), Francesco Bastagli (2005-2007), Alvaro de Soto (2003-2005), William Lacy Swing (2001-2003), William Eagleton (1999-2001), Robin Kinloch (abril - mayo 1999), Charles Franklin Dunbar (1998-1999) Erik Jensen (1995-1998), Sahabzada Yaqub-Khan (1992-1995), Johannes Manz (1990-1992) y Hector Gros Espiell (1988-1990).

Resoluciones del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas (CSNU)

Desde la recuperación del Sáhara por parte de Marruecos, el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas (CSNU) ha adoptado las siguientes resoluciones:

1975 : S/RES/ 377 (1975), S/RES/ 379, S/RES/ 380; **1988** : S/RES/ 621 ; **1990**: S/RES/ 658 ; **1991**: S/RES/ 690, S/RES/ 725; **1993**: S/RES/ 809; **1994**: S/RES/907 ; **1995**: S/RES/ 973, S/RES/ 995, S/RES/ 1002, S/RES/1017-1995 (22.09.95), S/RES/1033; **1996**: S/RES/1042, S/RES/1056, S/RES/1084; **1997**: S/RES/1108 , S/RES/1133 ; **1998**: S/RES/1148, S/RES/1163, S/RES/1185, S/RES/1198, S/RES/1204, S/RES/1215 ; **1999**: S/RES/1224, S/RES/1228, S/RES/1232, S/RES/1235, S/RES/1238, S/RES/1263, S/RES/1282; **2000**: S/RES/1292, S/RES/1301, S/RES/1309, S/RES/1324; **2001**: S/RES/1342, S/RES/1349, S/RES/1359, S/RES/1380; **2002**: S/2002/161, S/RES/1394, S/RES/1406, S/RES/1429; **2003**: S/RES/1463, S/RES/1469, S/RES/1485, S/RES/1495, S/RES/1513; **2004**: S/RES/1523, S/RES/1541, S/RES/1570; **2005**: S/RES/1598, S/RES/1634; **2006**: S/RES/1675, S/RES/1720; **2007**: S/RES/1754, S/RES/1783; **2008**: S/RES/1813; **2009**: S/RES/1871 ; **2010**: S/RES/1920 ; **2011**: S/RES/1979; **2012**: S/RES/2044 ; **2013**: S/RES/2099 ; **2014**: S/RES/2152; **2015**: S/RES/2218; **2016**: S/RES/2285/2016; **2017**: : S/RES/2351 (2017); **2018**: S/RES/2414 (2018), S/RES/2440 (2018); **2019**: S/RES/2468; **2020**: S/RES/2548

Soberanía

*"La soberanía en las relaciones interestatales equivale a independencia. La independencia respecto a una parte del globo, es el derecho a ejercer en dicho lugar las funciones estatales, con exclusión de cualquier otro Estado. El desarrollo de la organización de las naciones en forma estatal en los últimos siglos y, correlativamente, el desarrollo del derecho internacional, han establecido este principio de la competencia exclusiva del Estado respecto de su propio territorio, de suerte que han hecho de dicho principio el punto de partida para resolver la mayoría de las cuestiones relativas a las relaciones internacionales."*⁴⁴.

La soberanía de Marruecos sobre el Sáhara se ve reforzada no sólo por los vínculos históricos y políticos que el Reino mantiene con esa región, sino también por los numerosos reconocimientos de la comunidad internacional. Este es el caso, por ejemplo, de la Proclamación de reconocimiento de la soberanía de Marruecos sobre el Sáhara, que fue oficializada por el Presidente de los Estados Unidos el 4 de diciembre de 2020.

La proclamación estadounidense subraya:

*"Los Estados Unidos reconocen la soberanía de Marruecos sobre la totalidad del territorio del Sáhara Occidental y reafirman su apoyo a la propuesta de autonomía seria, creíble y realista de Marruecos como única base para una solución justa y duradera del conflicto del Sáhara occidental. Estados Unidos considera que un Estado saharauí independiente no es una opción realista para resolver el conflicto y que la única solución posible es una verdadera autonomía bajo soberanía marroquí. Instamos a las partes a iniciar las conversaciones sin demora, utilizando el plan de autonomía de Marruecos como único marco para negociar una solución mutuamente aceptable. Con el fin de lograr ese objetivo, Los Estados Unidos fomentarán el desarrollo económico y social con Marruecos, incluso en el territorio del Sáhara Occidental y abrirán en esta perspectiva, un consulado en el territorio del Sáhara occidental, en Dajla, para promover las oportunidades económicas y comerciales de la región"*⁴⁵.

A finales de diciembre de 2020, 19 países ya han abierto una representación diplomática en la región del Sahara marroquí. Se trata de la Unión de las Comoras (18 de diciembre de 2019), Gambia (7 de enero de 2020), Gabón y la República de Guinea (18 de enero de 2020), República Centroafricana y Santo Tomé y Príncipe (23 de enero de 2020), Costa de Marfil (29 de enero de 2020), Yibuti y Burundi (28 de febrero de 2020), Liberia (12 de marzo de 2020), Burkina Faso, Guinea Bissau y Guinea Ecuatorial (23 de octubre de 2020), Eswatini y Zambia (27 de octubre de 2020), Emiratos Árabes Unidos (4 de noviembre de 2020), Haití y Bahréin (14 de diciembre de 2020) y la República Democrática del Congo (19 de diciembre de 2020).

Territorios no autónomos

La Carta de las Naciones Unidas prevé que los Estados Miembros *"que tengan o asuman la responsabilidad de administrar territorios cuyos pueblos no hayan alcanzado todavía la plenitud del gobierno propio, reconocen el principio de que los intereses de los habitantes de esos territorios están por encima de todo, aceptan como un encargo sagrado la obligación de promover en todo lo posible, dentro del sistema de paz y de seguridad internacionales establecido por esta Carta, el bienestar de los habitantes de esos territorios"*⁴⁶.

Para ello, las potencias administradoras no sólo deben asegurar el progreso político, económico y social de esos pueblos y el desarrollo de su educación, sino también ayudarles a desarrollar sus instituciones democráticas y su capacidad de administrarse por sí mismos. Las Potencias administradoras están obligadas a transmitir regularmente al Secretario General la información relativa a las condiciones económicas, sociales y a la educación en los territorios bajo su administración.

El Sáhara fue inscrito en la lista de territorios no autónomos, a petición de Marruecos, desde 1963⁴⁷ con objetivo de descolonizar todos sus territorios ocupados por España, o sea diez años antes de la creación del *Polisario* (1973).

Al término del examen de la cuestión del Sáhara por parte del Comité especial encargado de examinar la situación respecto de la aplicación de la Declaración sobre la concesión de la independencia a los países y pueblos coloniales, en 1964⁴⁸, la Asamblea general de las Naciones Unidas adoptó, en 1965, la resolución 2072 en la que *"pide encarecidamente al Gobierno de España como Potencia Administradora, que adopte inmediatamente todas las medidas necesarias para la liberación de los Territorios de Ifni y del Sahara Español de la dominación colonial [...]"*⁴⁹.

Por este hecho, el Sáhara no puede ser considerado como territorio no autónomo desde la retirada de España y su recuperación de Marruecos en 1975. Además, las Naciones Unidas nunca han exigido a Marruecos que les presentara informes sobre la situación en ese territorio.

Al conceder una autonomía avanzada a la región del Sáhara, la Iniciativa marroquí de 2007 ofrece una alternativa válida a la celebración de un referéndum, que ha resultado imposible de organizar. Además, el referéndum no es la única forma de consulta prevista para la expresión de la voluntad de la población del Territorio.

Zona contigua

"La zona contigua no podrá extenderse más allá de 24 millas marinas contadas desde las líneas de base a partir de las cuales se mide la anchura del mar territorial."⁵⁰ El Estado ribereño *"podrá tomar las medidas de desfiscalización necesarias para:*

- (a) *Prevenir las infracciones de sus leyes y reglamentos aduaneros, fiscales, de inmigración o sanitarios que se cometan en su territorio o en su mar territorial;*
- (b) *Sancionar las infracciones de esas leyes y reglamentos cometidas en su territorio o en su mar territorial.*"⁵¹

Este control concierne, entre otras cosas, los objetos arqueológicos y de origen histórico descubiertos en el mar.

Zona económica exclusiva

En derecho internacional del mar, es un área situada más allá del mar territorial y es adyacente a éste; podrá extenderse hasta una distancia máxima de 200 millas marinas contadas desde las líneas de base. En la zona económica exclusiva el Estado ribereño tiene derechos de soberanía sobre los recursos naturales. Ejerce su jurisdicción sobre ciertas actividades con miras, entre otras cosas, a proteger el medioambiente. Tiene la obligación de respetar los derechos de los demás Estados (los que resultan de la conservación de ciertas libertades previstas por el régimen de alta mar como la libertad de navegación).

Reclamando derechos sobre la zona económica exclusiva frente al Sáhara, el Polisario había llevado el Acuerdo de Pesca entre la Unión Europea y Marruecos ante el Tribunal de Justicia de la Unión Europea (TJUE) y amenazó con volver a hacerlo tras la revisión de dicho acuerdo, incluyendo las aguas del Sáhara, validado por el Parlamento Europeo el 12 de febrero de 2019.

En junio de 2018, la Comisión Europea y el Servicio de Acción Exterior de la Unión Europea publicaron un informe titulado *“Informe sobre los beneficios para la población del Sáhara Occidental y la consulta pública sobre la ampliación de las preferencias arancelarias a los productos del Sáhara Occidental”*, en el que ambas instituciones señalaban que: *“al igual que en la agricultura, la ampliación de las preferencias arancelarias a dichas importaciones tendría un gran impacto en la economía y, por tanto, en el empleo en el territorio”*. Con ello, ambas instituciones reconocían los beneficios que genera la explotación de los recursos pesqueros de la región del Sahara para las poblaciones locales, allanando así el camino para el levantamiento del bloqueo provocado por la decisión del Tribunal de Justicia de la Unión Europea.

Acuerdos de Houston / Acuerdos de Paz	Organización de las Naciones Unidas: Informe del Secretario General sobre la situación relativa al Sáhara Occidental, 24 de septiembre de 1997, S/1997/742, Anexo III.
Acuerdos de Madrid	Declaración de principios entre España, Marruecos y Mauritania sobre el Sáhara Occidental , Madrid, 14 de noviembre de 1975, Naciones Unidas, <i>Recopilación de Tratados</i> , vol. 988, nº14450, p. 258,
Autodeterminación	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Carta de las Naciones Unidas (Artículo 1a). 2) ❖ Resoluciones de la Asamblea General de las Naciones Unidas: <ul style="list-style-type: none"> • Derecho de los pueblos y de las naciones a la libre determinación A/RES/637 (VII) • Declaración sobre la concesión de la independencia a los países y pueblos coloniales A/RES/1514 (XV) • Principios que deben servir de guía a los Estados Miembros para determinar si existe o no la obligación de transmitir la información que se pide, en el inciso e del Artículo 73 de la Carta de las Naciones Unidas, A/RES/1541 (XV) • Declaración sobre los principios de derecho internacional referentes a las relaciones de amistad y a la cooperación entre los Estados de conformidad con la Carta de las Naciones Unidas, A/RES/2625 (XXV), 24 de octubre de 1970 ❖ El Pacto Internacional de derechos económicos, sociales y culturales (Artículo 1)
Autonomía	Organización de las Naciones Unidas: <ul style="list-style-type: none"> ❖ Principios que deben servir de guía a los Estados Miembros para determinar si existe o no la obligación de transmitir la información, que se pide en el inciso e del Artículo 73 de la Carta, A/RES/1541 (XV)
Buenos oficios	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Convención para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales (La Haya I); 29 de Julio de 1899, Título I (Art. 2, 3,6). ❖ Carta de las Naciones Unidas , artículo 33.
Compensación	Reino de Marruecos : Iniciativa marroquí para la negociación de un estatuto de autonomía de la región del Sáhara , punto 13.
Comandante de la fuerza militar (MINURSO)	Organización de las Naciones Unidas : Consejo de Seguridad de Naciones Unidas, Resolución S/RES/690 , del de 29 abril de 1991

Comisiones Regionales de Derechos Humanos (CRDH)	<p>Reino de Marruecos :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Dahir 1-11-19 de 1 de Marzo de 2011, Boletín oficial nº5922 de 3 de marzo de 2011. ❖ Observatorio nacional del desarrollo humano, <i>Disparidades territoriales en materia de desarrollo social en Marruecos: Análisis regional, 2017.</i>
CORCAS	Reino de Marruecos : Dahir nº1-06-81 del 26 de marzo de 2006.
Financiación de la Región autónoma	Reino du Marruecos: Iniciativa marroquí para la negociación de un estatuto de autonomía de la región del Sáhara, puntos 5 y 13.
Iniciativa marroquí de amplia autonomía para la Región del Sáhara (2007)	Texto íntegro de la iniciativa accesible en línea: Iniciativa marroquí para la negociación de un estatuto de autonomía de la región del Sáhara
Integridad territorial	Asamblea general de la Organización de las Naciones Unidas: <ul style="list-style-type: none"> ❖ Declaración sobre los principios de derecho internacional referentes a las relaciones de amistad y a la cooperación entre los Estados de conformidad con la Carta de las Naciones Unidas, A/RES/2625 (XXV), 24 de octubre de 1970
Justicia regional	Iniciativa marroquí para la negociación de un estatuto de autonomía de la región del Sáhara, puntos 22 a 25.
Mandato de la MINURSO	Organización de las Naciones Unidas : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Resolución del Consejo de Seguridad S/RES/690, del 29 de abril de 1991 ❖ PáginaWeb de la MINURSO
Mediador	❖ Convención para el Arreglo Pacífico de los Conflictos Internacionales (La Haya I); 29 de julio de 1899, Título II 2 (Art. 2 to 8).
Mar territorial	<p>Organización de las Naciones Unidas :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, 10 dediciembre de 1982, Colección de Tratados de las Naciones Unidas, vol. 1834, nº. 31363, p. 3 <p>Reino de Marruecos:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Ley nº37-17 que modifica y completa el Dahir por el que se establece la ley n211-73-1º que fija el límite de las aguas territoriales. ❖ Dahir nº 1-20-02 que promulga la ley nº 37-17 del 5 de marzo de 2020, Boletínoficial nº.6870 p. 490.

MINURSO	<p>Organización de las Naciones Unidas :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Resolución del Consejo de Seguridad S/RES/690, del 29 de abril de 1991 ❖ Informe del Secretario General de las Naciones Unidas sobre la situación en el Sáhara, 23 de septiembre de 2020 (S/2020/938).
Órganos autónomos	<p>Reino de Marruecos :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Iniciativa marroquí para la negociación de un estatuto de autonomía de la región del Sáhara.
Plataforma continental del Sáhara/frente a las costas del Sáhara	<p>Organización de las Naciones Unidas :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, 10 de diciembre de 1982, Colección de Tratados de las Naciones Unidas, vol. 1834, n°. 31363, p. 3
Principio de solidaridad	<p>Reino de Marruecos:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Iniciativa marroquí para la negociación de un estatuto de autonomía de la región del Sáhara.
Programa de desarrollo de las Provincias del sur (2015-2021)	<p>Reino de Marruecos:</p> <p>Consejo económico, social y medioambiental, Nuevo modelo de desarrollo para las provincias del Sur, octubre de 2013.</p>
Potencia administradora	<p>Reino de Marruecos:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Discurso de Su Majestad el Rey Mohammed VI con motivo del 39º aniversario de la Marcha Verde, 6 de noviembre de 2014. <p>Organización de las Naciones Unidas:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Carta de las Naciones Unidas, Capítulos XI et XII. ❖ Asamblea General de las Naciones Unidas, Carta del 26 de febrero de 1976, dirigida al Secretario general por el representante permanente de España ante la Organización de las Naciones Unidas, A/31/56-S/11997.
Cuarta comisión de la ONU	<p>Organización de las Naciones Unidas:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Política Especial y Descolonización (Cuarta Comisión)
Informes del Secretario General sobre el Sáhara	<p>Organización de las Naciones Unidas:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Informes del Secretario General de las Naciones Unidas
Resoluciones del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas (CSNU)	<p>Organización de las Naciones Unidas:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives à la question du Sahara

Soberanía	<p>Corte Permanente de Arbitraje:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Caso de la Isla de Palmas (o Miangas)(Los Estados Unidos de América contra los Países Bajos), 4 de abril de 1928.
Territorios no autónomos	<p>Organización de las Naciones Unidas:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Resoluciones de la Asamblea General de las Naciones Unidas: <ul style="list-style-type: none"> • Declaración sobre la concesión de la independencia a los países y pueblos coloniales A/RES/1514 (XV) • La situación respecto de la aplicación de la Declaración sobre la concesión de la independencia a los países y pueblos coloniales, A/RES/1654(XVI) • La situación respecto de la aplicación de la Declaración sobre la concesión de la independencia a los países y pueblos coloniales, A/RES/1810(XVII) • Cuestión de Ifni y el Sáhara español, A/RES/2072(XX) • Informe del Comité especial encargado de examinar la situación respecto de la aplicación de la Declaración sobre la concesión de la independencia a los países y pueblos coloniales, A/5448/Rev.1 • Informe del Comité especial encargado de examinar situación respecto de la aplicación de la Declaración sobre la concesión de la independencia a los países y pueblos coloniales, A/5800/Rev.1
Zona contigua	<p>Organización de las Naciones Unidas:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, 10 de diciembre de 1982, Colección de Tratados de las Naciones Unidas, vol. 1834, n°. 31363, p. 3
Zona económica exclusiva	<p>Organización de las Naciones Unidas:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, 10 de diciembre de 1982, Colección de Tratados de las Naciones Unidas, vol. 1834, n°. 31363, p. 3

1. La primera ronda de conversaciones directas entre Marruecos y el Polisario se celebró en Lisboa el 23 de junio de 1997. La segunda en Londres los días 19 y 20 de julio de 1997. La tercera ronda tuvo lugar de nuevo en Lisboa, los días 29 y 30 de agosto de 1997. Y al final, la cuarta, fue organizada en Houston, del 14 al 16 de septiembre. V.: [Informe del Secretario General sobre la situación relativa al Sáhara Occidental, 24 de septiembre de 1997, S/1997/742, §§ 7 à 12.](#)
2. [Informe del Secretario General sobre la situación relativa al Sáhara Occidental, 24 de septiembre de 1997, S/1997/742, §12.](#) Los documentos aprobados durante estas conversaciones se adjuntaron a este informe (Anexo III).
3. [Informe del Secretario General sobre la situación relativa al Sáhara Occidental, §92.](#)
4. [Declaración de principios entre España, Marruecos y Mauritania sobre el Sahara Occidental, Madrid, 14 de noviembre de 1975, Naciones Unidas, Recopilación de Tratados, vol. 988, n°14450, p. 258](#)
5. Asamblea general de las Naciones Unidas, [Declaración sobre los principios de derecho internacional referentes a las relaciones de amistad y a la cooperación entre los Estados de conformidad con la Carta de las Naciones Unidas, A/RES/2625 \(XXV\)](#), 24 de octubre de 1970, El Principio de la igualdad de derechos y de la libre determinación de los pueblos.
6. Asamblea general de las Naciones Unidas, [Principios que deben servir de guía a los Estados Miembros para determinar si existe o no la obligación de transmitir información que se pide, en el inciso e del Artículo 73 de la Carta de las Naciones Unidas, A/RES/1541 \(XV\)](#), 15 de diciembre de 1960, Principio VII.
7. *Ibid*, Principio VI.
8. Asamblea general de las Naciones Unidas, [Declaración sobre la concesión de la Independencia a los países y pueblos coloniales A/RES/1514 \(XV\)](#), 14 de diciembre de 1960, §6.
9. Asamblea general de las Naciones Unidas, [Principios que deben servir de guía a los Estados Miembros para determinar si existe o no la obligación de transmitir información, que se pide en el inciso e del Artículo 73 de la Carta, A/RES/1541 \(XV\)](#), 15 de diciembre de 1960, Principio XI.
10. [Carta de las Naciones Unidas](#), artículo 33.
11. Comité de Derechos Humanos de las Naciones Unidas, [Observaciones finales sobre el cuarto informe periódico de Argelia \(CCPR/C/DZA/CO/4\)](#), 17 de agosto de 2018, §9.
12. Human Rights Watch, [La Situación de los Derechos Humanos en el Sáhara Occidental y en los campamentos de refugiados de Tinduf](#), pp. 8-9.
13. Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los refugiados, [Refugiados Saharauis en Tinduf, Argelia: Población total en los Campamentos](#), marzo de 2018, p.5.
14. *Ibid*. p.14.
15. Informes del Secretario General de Naciones Unidas dirigidos al Consejo de Seguridad, [S/2017/307 §61](#) et [S/2018/277 §61](#).
16. Ver, por ejemplo, los Informes del Secretario General de las Naciones Unidas: [S/2019/787 §85](#) et [S/2018/277 §60](#).
17. Informes del Secretario General de las Naciones Unidas [S/2020/938 §86](#).
18. Oficina europea de lucha contra el fraude (OLAF), [Report embezzlement of the EU humanitarian aid funds intended to the refugees in the camps of Tindouf](#), desclasificado en 2015.

19. <https://www.cndh.org.ma/fr/commissions-regionales-des-droits-de-lhomme/presentation-missions-et-mandat-territorial-de-chaque>
20. Reino de Marruecos : Dahir n°1-06-81 del 26 de marzo de 2006
21. [Iniciativa marroquí para la negociación de un estatuto de autonomía de la región del Sáhara](#), punto 5.
22. *Ibid*, punto 13.
23. Naciones Unidas, [Informe del Secretario General sometido al Consejo de Seguridad, S/2018/889 del 3 de octubre de 2018](#), § 21.
24. [Explicación del voto del Sr. Nicolas de RIVIERE, representante permanente de Francia ante las Naciones Unidas, 30 de octubre de 2020](#).
25. [Discurso de la Sra. Kelly CRAFT, Embajadora de Estados-Unidos ante la Organización de las Naciones Unidas, 30 de octubre de 2020](#).
26. Presidencia de los Estados-Unidos de América, [Proclamación de Reconocimiento de la Soberanía del Reino de Marruecos sobre el Sáhara Occidental](#), 4 de diciembre de 2020.
27. Asamblea general de las Naciones Unidas, [Declaración sobre la Concesión de la Independencia a los Países y Pueblos Coloniales A/RES/1514 \(XV\)](#) , 14 de diciembre de 1960, §6.
28. [Iniciativa marroquí para la negociación de un estatuto de autonomía de la región del Sáhara](#), puntos 22 a 25.
29. [Informe del Secretario General de las Naciones Unidas \(S/2012/197\)](#), párrafo 92.
30. [Informe del Secretario General de las Naciones Unidas S/2012/197](#), 5 de abril de 2012, §§ 11-15, 22-25.
31. [Arreglo Pacífico de Conflictos Internacionales \(La Haya I\)](#); 29 de Julio de 1899, artículo 4.
32. [Informe del Secretario General de las Naciones Unidas, S/2018/889](#), 3 de octubre de 2018, § 27.
33. [Informe del Secretario General de las Naciones Unidas, S/2019/787](#), 2 de octubre de 2019, § 19.
34. [Iniciativa marroquí para la negociación de un estatuto de autonomía de la región del Sáhara](#), puntos 19 a 23.
35. [Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, Montego Bay, 10 de diciembre de 1982](#), Colección de Tratados de las Naciones Unidas: vol. 1834, n°. 31363, p. 3, artículo 76
36. <https://minurso.unmissions.org/chronology-events>
37. ["Informe del experto independiente sobre los derechos humanos y la solidaridad internacional en su misión en Marruecos, 27 de abril de 2016 \(A/HRC/32/43/Add.1\)](#).
38. Consejo de Derechos Humanos de las Naciones Unidas, [Informe de la 36ª sesión del Consejo de Derechos Humanos, A/HRC/36/2](#), 14 de junio de 2018, §865.
39. *Ibid*. §868.
40. Asamblea general de las Naciones Unidas, [Carta del 26 de febrero de 1976, dirigida al Secretario general por el representante permanente de España ante la Organización de las Naciones Unidas, A/31/56-S/11997](#).
41. [Discurso de Su Majestad el Rey Mohammed VI con motivo del 39º aniversario de la Marcha Verde](#), 6 de noviembre de 2014.
42. [Discurso de Su Majestad El Rey Mohammed VI con motivo del 45º aniversario de la Marcha Verde](#), 7 de noviembre de 2020.

43. Presidencia de los Estados Unidos de América, [Proclamación de Reconocimiento de la Soberanía del Reino de Marruecos sobre el Sáhara Occidental](#), 4 de diciembre de 2020.
44. Corte Permanente de Arbitraje, [Asunto de la Isla de Palmas \(Los Estados Unidos c. Países Bajos\)](#), 4 de abril de 1928.
45. Presidencia de los Estados Unidos de América, [Proclamación de Reconocimiento de la Soberanía del Reino de Marruecos sobre el Sáhara Occidental](#), 4 de diciembre de 2020.
46. Carta de las Naciones Unidas, artículo 73.
47. Asamblea general de las Naciones Unidas, [Informe del Comité especial encargado de examinar la situación respecto de la aplicación de la Declaración sobre la concesión de la independencia a los países y pueblos coloniales, A/5448/Rev.1](#), 30 de octubre de 1963, pp. 384 et s.
48. Asamblea general de las Naciones Unidas, [Informe del Comité especial encargado de examinar la situación respecto de la aplicación de la Declaración sobre la concesión de la independencia a los países y pueblos coloniales, A/5800/Rev.1](#), enero de 1965, pp. 298-303.
49. Asamblea general de las Naciones Unidas, [Cuestión de Ifni y el Sáhara español, A/RES/2072\(XX\)](#), 16 de diciembre de 1965.
50. [Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, Montego Bay, 10 de diciembre de 1982](#), Colección de Tratados de las Naciones Unidas, vol. 1834, n.º. 31363, p. 3, art. 33(2).
51. [Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, Montego Bay, 10 de diciembre de 1982](#), Colección de Tratados de las Naciones Unidas, vol. 1834, n.º. 31363, p. 3, art. 33(1).